

l'Anticapitaliste

N°91 | OCTOBRE 2017 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**

**NON MACRON,
LA DÉMOCRATIE,
C'EST LA RUE !**

**FACE À L'OFFENSIVE GÉNÉRALE DE MACRON
«FAINÉANTS» DE TOUT LE PAYS, UNISSONS-NOUS !**



**RUSSIE 1917
LE PARTI DE LA RÉVOLUTION**



**RUSSIE 2017
VERS UN QUATRIÈME
MANDAT DE VLADIMIR POUTINE?**



**UNE DÉFENSE MARXISTE DE
L'INTERSECTIONNALITÉ**

ÉDITORIAL

Yann Cézard Coagulation ? **P3**

RUSSIE 1917 : LA RÉVOLUTION

Patrick Le Moal Repères sur l'histoire du bolchevisme **Le parti de la révolution** **P4**

ACTUALITÉ

Ilya Boudraïtskis Russie 2017 **Vers un quatrième mandat de Vladimir Poutine?** **P10**

DOSSIER

Galia Trépère «Fainéants» de tout le pays, unissons-nous! **P12**

Henri Wilno Budget: une logique de rupture **P14**

Régine Vinon Une politique sécuritaire XXL **P16**

S. Bernard Protection sociale, le big bang réactionnaire **P18**

Claude Serfati Macron, Jupiter militaire **P21**

EN DÉBATS

Sharon Smith Une défense marxiste de l'intersectionnalité **P25**

LECTURES

Régine Vinon Les luttes et les rêves **Un livre à mettre entre toutes les mains!** **P29**

Michelle Zancarini-Fournel, Régine Vinon

Réagir face à une histoire mythique et linéaire **P31**

Henri Wilno Les diverses facettes du Goulag **P32**

FOCUS

Jean-Philippe Divès Trump à l'ONU : demain l'apocalypse? **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une:
Dans la manifestation du 21 septembre 2017 à Nantes. Reuters/Stéphane Mahé.

S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Emmanuel Barot, Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Laurent Ripart, Virginia de la Siega, Galia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Contre les ordonnances Macron, le 21 septembre 2017 à Harfleur (76), meeting unitaire organisé par les dockers CGT du Havre et les unions ou structures départementales CGT, FSU, Solidaires et Unef. Outre des représentants syndicaux, ont pris la parole Loïc Canitrot (compagnie Jolie Môme), Jean-Paul Lecoq (député PCF), François Ruffin (député LFI), Assa Traoré et notre camarade Philippe Poutou. Photothèque rouge/JMB.



Coagulation ?

PAR YANN CÉZARD

Macron pense sans doute avoir déjà remporté la première bataille, celle de la loi travail. On comprend malheureusement sa satisfaction : face à une loi travail XXL il faudrait une mobilisation XXL. Non seulement une vague de manifestations de l'ampleur de celle du printemps 2016, mais au moins un début de blocage de la machine économique du capitalisme, de véritables grèves reproductibles dans un certain nombre de secteurs importants. Rien de tel pour l'instant. Au contraire : après les deux journées syndicales du 12 et du 21 septembre, la manifestation de la France insoumise du 23, plus rien. A moins que la CGT, Solidaires et quelques autres ne s'accordent, enfin, sur une nouvelle journée ? Pour rejoindre la journée des fédérations de fonctionnaires du 10 octobre ?

Au lieu de proposer aux travailleurs un véritable plan d'attaque, les organisations syndicales qui prétendent vouloir combattre les ordonnances se sont en réalité contentées du minimum syndical (sans même parler de Mélenchon, qui a surtout cherché à poser au chef suprême de l'opposition de gauche à Macron, sans se préoccuper des intérêts du mouvement). Elles ont dû pourtant accompagner la colère et la détermination de leur base et d'un bon nombre de leurs militants et cadres, qui ne veulent rien lâcher. Même FO, dont la direction a négocié son accord avec la loi contre un renforcement de ses intérêts bureaucratiques dans les branches, est aujourd'hui secouée par la révolte de fédérations et d'UD entières.

UN SEUL ESPOIR, LA CONVERGENCE DES LUTTES

Si ces ordonnances passent, le pouvoir, sur les ailes de la victoire, va se sentir la force de cogner dur tous azimuts, et de projets radicaux il ne manque pas ! Avec une vraie cohérence d'ensemble entre la casse du code du travail, celle du statut des fonctionnaires (car n'est-ce pas, comme pour les retraites naguère, il ne serait pas « équitable » de ménager les fonctionnaires après avoir mis la tête sous l'eau aux salariés du privé), la transformation de l'assurance-chômage en machine à punir les chômeurs, la diminution encore plus drastique des dépenses publiques, la sélection à la fac.

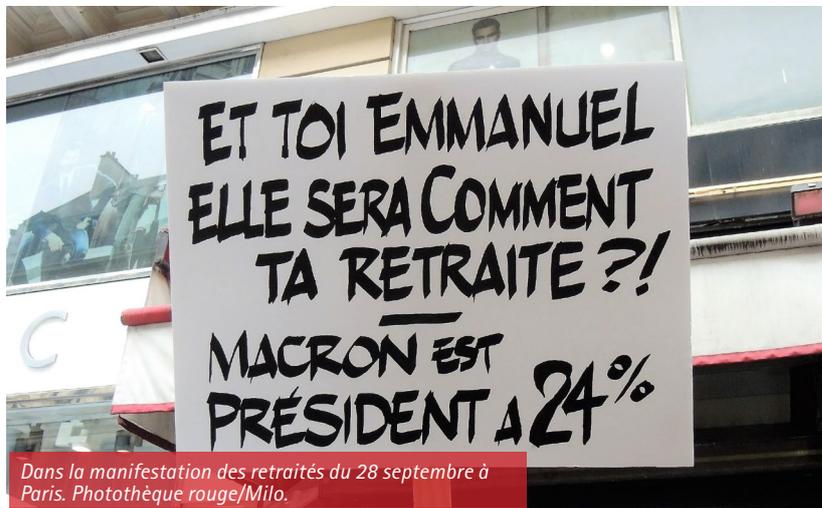
Or c'est justement là que réside le danger pour Macron et son gouvernement. Puisque toutes les catégories du monde du travail et la jeunesse sont menacées par une même politique. Un article de *Mediapart* (« *Macron estime avoir évité un troisième tour social* » par Ellen Salvi, le 26 septembre) raconte plaisamment un échange, filmé

par TF1 le 12 septembre, entre le premier ministre et la présidente de la commission des affaires sociales de l'assemblée nationale, Brigitte Bourguignon, qui dit : « *la seule inquiétude c'est le mouvement étudiant, faut pas que ça brûle.* » Ce à quoi Edouard Philippe répond : « *oui, oui. On a tous à l'esprit que ça peut coaguler parfois, bien sûr.* » Un conseiller ministériel se veut, lui, rassurant : « *le risque de coagulation n'est pas considérable, les frustrations sont trop hétérogènes.* »

Coagulation ? Curieux d'entendre ce mot dans la bouche de ceux qui veulent nous faire cracher du sang... Mais ce ne sont pas des « frustrations », ce sont des colères, et elles ne sont pas si « hétérogènes » puisqu'elles sont le résultat de la même politique. Alors bien sûr qu'il peut y avoir convergence dans la rue et dans la grève, de ces colères et des luttes.

C'est pour cela que les militantes et militants révolutionnaires, mais bien plus largement des dizaines de milliers de gens combatifs, dans tous les secteurs, celles et ceux qui ne veulent rien lâcher, ont un rôle à jouer dans cette période critique. Nous n'avons certes pas le pouvoir de déclencher des grèves par la seule force du verbe, mais, d'abord, celui de regrouper organisations d'extrême-gauche, équipes syndicales combattives et encore

mieux secteurs en lutte, pour prendre des initiatives, donner des occasions aux travailleurs d'exprimer leur colère, même quand les confédérations (ou un appareil électoraliste comme celui de la France insoumise) choisissent la démobilisation. Et surtout : quel secteur, demain ou après-demain, pourrait entrer dans la



Dans la manifestation des retraités du 28 septembre à Paris. Photothèque rouge/Milo.

grève ? Dans des manifestations massives et déterminées ? Les hôpitaux ? Les étudiants et les lycéens, qui voient leurs sacs pleins à craquer et le gouvernement préparer la sélection à l'entrée ? Les assurés sociaux, menacés d'être réduits un peu plus à la misère ? Des boîtes de l'industrie ou du commerce à qui on ferait l'honneur d'un nouvel « accord d'entreprise » esclavagiste ? Les 150 000 contrats aidés, brutalement virés ? On n'en sait rien, mais patrons et gouvernement mettent bien des secteurs au pied du mur. Ce qui est, un peu, de notre responsabilité, c'est que les départs de feu puissent mettre le feu à la plaine : que celles et ceux qui se battent dans un secteur aillent chercher des alliés dans tous les autres, que tous saisissent qu'ils ne peuvent gagner qu'ensemble. □

REPÈRES SUR L'HISTOIRE DU BOLCHEVISME

Le parti de la révolution

PAR PATRICK LE MOAL

Le Parti bolchevique n'est pas sorti tout armé de la conception formulée en 1902 par Lénine dans «Que Faire?», afin de construire en Russie un parti ouvrier social-démocrate, un petit groupe de révolutionnaires professionnels, une sorte de Troisième Internationale avant la lettre, une fraction de fer qui prépare la révolution et devienne une organisation de masse en quelques semaines. L'histoire est plus complexe...

Il y a eu en fait une succession de plusieurs organisations: le parti ouvrier social-démocrate russe, dont plusieurs fractions se disputent la direction entre 1903 et 1911; la fraction bolchevique au sein de ce parti; le parti ouvrier social-démocrate russe (bolchevique), fondé seulement en 1912; et le parti qui s'unifie en juillet dans le cours de la révolution de 1917. Le parti qui fait la révolution en Octobre 1917 est en connexion directe avec un mouvement de masse traversé de débats, de courants, qui en font sa richesse.

L'IMPORTANCE DU POPULISME NARODNIK

Ce courant qui est le principal opposant au tsarisme à la fin du 19^e siècle proclame que le développement capitaliste peut être évité en Russie et que la commune collective paysanne formera le fondement du socialisme. Nombre de ses militant-e-s montrent un courage, une abnégation, un sacrifice de soi et un dévouement à leur cause absolus. Cette forme de militantisme va imprégner toutes les organisations qui lui succéderont. Les socialistes-révolutionnaires, héritiers des *narodniks*, auront jusqu'à la révolution une réelle influence sur les ouvriers d'industrie, et seront majoritaires parmi les paysans. Dans *Que faire?* (1902), Lénine défendait «l'excellente organisation que possédaient les révolutionnaires de 1870-1880 et qui devrait nous servir de modèle à tous (...) une organisation de combat centralisée et déclarant résolument la guerre au tsarisme».

DANS LA DEUXIÈME INTERNATIONALE

Durant les années 1900-1903, autour du journal *l'Iskra* (l'Étincelle) se constitue un réseau national de révolutionnaires professionnels qui constituera la colonne verté-

brale du futur Parti ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR), formé lors du congrès de 1903. La cinquantaine de délégués (dont quatre ouvriers) adopte le programme à l'unanimité, mais se divise lors de la discussion des statuts, sur la nécessité ou non d'une «participation personnelle à l'une des organisations du parti» pour en être membre.

Les participants ne pensaient pas que la scission allait durer. La véritable rupture se produit en 1905, mais elle est suivie de situations de fusion, de nouvelles scissions et de «semi-unité», jusqu'à la fracture définitive de 1912. Dans de nombreuses villes, les militants des deux fractions continueront cependant à agir en commun. En fait, 351 organisations du parti resteront des organisations conjointes bolcheviks-mencheviks jusqu'en 1917, parfois jusqu'au mois de septembre.¹

Dans la Russie tsariste, la différenciation entre révolutionnaires conséquents, centristes et réformistes était neutralisée par le régime autocratique. Même les plus modérés des socialistes ne pouvaient se constituer en un parti de réforme. C'est seulement à travers la crise de 1914 que se révèle au grand jour le gouffre qui sépare la social-démocratie russe de la social-démocratie allemande. Avant 1914, le parti social-démocrate allemand est, aux yeux de Lénine et des bolcheviks, le type même du parti ouvrier qu'ils veulent construire. La social-démocratie allemande, c'est le mouvement même de la classe ouvrière, qu'elle organise effectivement au travers de son parti, des syndicats, de dizaines de journaux, d'associations les plus diverses, de coopératives, etc. Cette conception de la fusion entre parti et classe imprègne l'orientation des bolcheviks.

FAÇONNÉS PAR L'ILLÉGALITÉ

La répression de tout mouvement social est

implacable: en 1917, un militant bolchevique a passé en moyenne près de quatre ans dans les geôles tsaristes ou en exil. La durée de vie moyenne d'un groupe social-démocrate au début du siècle est de trois mois. On fait des «réunions volantes», en barque, sur un chantier abandonné, dans un entrepôt déserté, on va en forêt le dimanche avec des guetteurs qui protègent l'assemblée. Le «comité» ne recrute que par cooptation. L'appareil technique transporte et diffuse la littérature clandestine, organise l'imprimerie illégale, le travail antimilitariste voire, en 1905 et 1906, des organisations de combat armées et formées pour diriger l'insurrection, et qui s'occupent aussi des expropriations. «Le cœur de l'organisation des bolcheviks, la "cohorte de fer" des militants professionnels, a été recruté parmi de tout jeunes gens, ouvriers ou étudiants (...) Ce sont des moins de vingt ans qui renoncent à toute carrière et à toute ambition autre que politique et collective, s'engagent



Au premier congrès (1903) du POSDR. Lénine est assis à droite, Kamenev est le troisième sur sa gauche. DR.

sans retour pour s'identifier à la lutte ouvrière.»²

1905, L'OUVERTURE DU PARTI

La révolution de 1905 est un test grandeur nature de l'efficacité de l'organisation bolchevique qui était, du fait de la clandestinité, structurée autour des «comitards», des hommes complètement à la disposition du parti: «ils n'avaient pas de vie en dehors du mouvement (...) Ils étaient, dans l'ensemble, compétents, perspicaces, énergiques et volontaires; hors-la-loi absolus, ils n'auraient pu survivre autrement. Les comitards poursuivirent leur activité, inlassablement, pendant des mois et des années. Il suffit de consulter la liste des délégués au 5e Congrès de Londres (1907), par exemple, pour y voir une galerie de gens qui étaient la colonne vertébrale du bolchevisme, les porteurs de la tradition, de la continuité du parti.»³

Au moment de la révolution, ces militants précieux pour le parti, craignant l'innovation, font preuve d'un certain conservatisme. La discipline construite dans l'illégalité devient un frein. Ils dénoncent le soviet de Saint-Petersbourg (Petrograd), initié par les mencheviks et dirigé par Trotsky, qui présente pour eux «le danger de maintenir le prolétariat à un niveau politique primitif, le mettant ainsi sous la dépendance des partis bourgeois», et invitent «le soviet à accepter le programme du POSDR et, ceci accompli, à reconnaître l'autorité du parti et à se dissoudre finalement en lui.» Il faut l'intervention de Lénine pour rectifier le tir.

Après la révolution, pendant une brève étape, il devient possible de mener une activité politique légale, incluant la possibilité de participer à des élections, et de profiter du droit de réunion pour organiser le parti plus démocratiquement qu'en période clandestine. C'est l'introduction du «cen-

tralisme démocratique» dans le parti, la liberté d'expression dans ses réunions et dans sa presse, le droit à la critique. Les militants qui ont fonctionné dans la clandestinité, au centralisme et à l'autorité indispensables dans de telles circonstances, sont décontenancés. Au congrès de 1905, les comitards condamnent ceux qui «jouent à la démocratie», appellent à une «extrême prudence» dans l'admission d'ouvriers qui rejoignent le parti par milliers. Une résolution présentée par Lénine, appelant à ouvrir largement les portes du parti aux ouvriers, est battue par douze voix contre neuf et demie.

Après 1907, dans ce qui reste du parti, les désaccords s'accroissent entre des fractions qui s'émiettent. L'effondrement du mouvement révolutionnaire crée les conditions d'une prolifération de tendances gauchistes. Le travail syndical est dénoncé comme créant des illusions, le boycott des élections à la Douma de 1906 est majoritaire – contre les mencheviks avec lesquels vote Lénine. En 1908-1909, Lénine décide de reconstruire le parti en sacrifiant les militants gauchistes.

1912-1914:

LA CRÉATION DU PARTI DE MASSE

Avec la reprise du mouvement revendicatif et politique au début des années 1910, les sociaux-démocrates vont devenir des milliers, puis des dizaines de milliers.

Lors de l'élection de la Douma en 1912, les bolcheviks mènent une campagne autour de trois mots d'ordre: «République démocratique», qui pose la question du renversement du tsarisme, «journée de 8 heures» et «confiscation des terres des grands propriétaires», qui pose la question d'une réforme agraire. Ils l'emportent dans six des neuf curies ouvrières qui regroupent plus d'un million d'ouvriers.

En février 1912, la «Pravda» (Vérité), quotidien légal d'un parti illégal, est lancé. Malgré les persécutions, les descentes de police, les changements de nom, les amendes, les arrestations, le harcèlement des vendeurs, son tirage est de 40 000 à 60 000 exemplaires. Il est écrit en grande partie par des ouvriers, auteurs de milliers de correspondances. Des donations émanant de milliers de groupes ouvriers la font vivre. En 1914, les pravdistes organisent entre 75 et 80% des groupes ouvriers en Russie.⁴

La campagne sur les assurances sociales joue alors un rôle important dans la construction d'un réseau de travailleurs soutenant le bolchevisme. Au début de 1914, à l'issue de l'élection des délégués à cette institution légale, on y compte 37 par-

tisans de la Pravda, pour 7 mencheviks et 4 SR.

Dans les syndicats (petits vu la répression), les bolcheviks acquièrent la majorité. En juin 1914, Lénine rapporte que les bolcheviks contrôlent 14 des 18 syndicats existant à Saint-Petersbourg, contre trois pour les mencheviks; et à Moscou, 10 syndicats sur 13.

A la veille de la Première Guerre mondiale, le parti bolchevique était donc majoritaire au sein de la classe ouvrière industrielle, du point de vue électoral comme de la presse, du mouvement syndical ou du nombre de membres. C'était devenu un parti révolutionnaire de masse, présent dans une centaine de villes. Petrograd, centre politique et économique de la Russie, était la place forte des bolcheviks.

La guerre raserait tout cela.⁵ Les bolcheviks restèrent seize mois sans direction effective. Des centaines de militants sont arrêtés, emprisonnés ou déportés, d'autres se retrouvent sous l'uniforme, les ouvriers sont mobilisés dans les entreprises. Ce n'est qu'à partir de 1916 que les ouvriers commencent à retrouver les voies de la lutte. La fraction bolchevique, qui se reconstruit, compte au grand maximum 5000 membres.

LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER SURPREND LES RÉVOLUTIONNAIRES

Le comité bolchevique du quartier ouvrier de Vyborg, à Saint-Petersbourg, déconseillait toute grève pour la journée internationale des femmes du 23 février (8 mars) 1917. Pourtant, les ouvrières du textile quittent le travail, envoient des déléguées aux métallos: en fin d'après-midi, plus de 100 000 ouvrières et ouvriers sont en grève. La révolution de février a commencé. Tandis que les ouvrier-e-s se mettent spontanément en grève et manifestent, dans les casernes les soldats et les officiers subalternes se mutinent. Les masses brillent par leur capacité d'auto-organisation et de solidarité. Les militants de base du parti bolchevique sont dans les rues, dans les manifestations, les affrontements, mais leurs dirigeants sur place courent après les événements. L'un d'entre eux, Chliapnikov, affirme le 26 février qu'«il n'y a pas et n'y aura pas de révolution. Nous devons nous préparer à une longue période de réaction».⁶

Lorsque le 27 février la foule cherche une représentation, les militants mencheviks, bolcheviks et SR mettent en place un soviet. Mais les dirigeants socialistes du



soviet n'ont pas l'intention de prendre le pouvoir, ils estiment naturel que celui-ci passe à la bourgeoisie, qui met en place un gouvernement provisoire. Le soviet de Saint-Pétersbourg subordonne son soutien à la mise en place de mesures démocratiques radicales, sans que soient réglées deux questions fondamentales, celles de la guerre et de la terre, tout en décidant par treize voix contre huit de ne pas entrer au gouvernement.⁷

UN SOUTIEN CRITIQUE AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE

Le 4 mars, le bureau du comité central du parti bolchevique dénonce le caractère contre révolutionnaire du gouvernement provisoire «des capitalistes et des grands propriétaires» et défend la nécessité de s'orienter vers la dictature démocratique du prolétariat et des paysans. La *Pravda* revendique des élections à une Assemblée constituante. Le 5 mars, le comité de Petrograd précise qu'il ne s'opposera pas «au pouvoir du gouvernement provisoire tant que ses actes correspondent aux intérêts du prolétariat et des larges masses démocratiques du peuple»⁸, après avoir mis en minorité Molotov qui propose de qualifier le gouvernement comme «contre-révolutionnaire»⁹. La *Pravda* reflète «cet état confus et instable du parti sans y mettre aucune unité»¹⁰: le parti n'a pas d'orientation! Le premier numéro du journal écrit que «la tâche essentielle est (...) d'instituer un régime républicain démocratique»¹¹.

Lorsque le gouvernement provisoire adresse une note aux Alliés, dans laquelle il dit sa détermination à poursuivre la guerre jusqu'à la victoire et l'annexion de Constantinople, le soviet de Petrograd adopte le 14 mars, à l'unanimité et donc avec les voix des bolcheviks, un «Appel aux peuples du monde entier» pour une «paix sans annexions ni réparations», conciliant la «lutte des peuples contre les ambitions annexionnistes de leurs gouvernements» et le «maintien d'une politique défensive préservant la combativité de l'armée».

Les ouvriers bolcheviques, eux, ont une position plus radicale et se heurtent au gouvernement provisoire. Dans un meeting de milliers d'ouvriers, le comité du quartier de Vyborg fait adopter une motion sur la nécessité de la prise du pouvoir par le soviet, et l'imprime. Le comité de Petrograd l'interdit.

Lorsqu'à la mi-mars Staline et Kamenev –

revenus de leur relégation en Sibérie – reprennent la direction de l'organisation, le «soutien critique» au gouvernement provisoire se confirme. A la conférence nationale qui se tient fin mars, alors que les adhésions affluent, les débats sont importants entre de multiples fractions idéologiques et géographiques. La résolution adoptée soutient le gouvernement provisoire «aussi longtemps qu'il marche dans la voie de satisfaire la classe ouvrière».¹² En fait, il n'y a que des nuances avec la position des mencheviks. Ce rapprochement s'illustre aussi sur l'idée d'accepter la continuation la guerre.¹³ La conférence accepte d'ailleurs, sur proposition de Kamenev et Staline, d'envisager la réunification immédiate des deux partis proposée par les mencheviks.

THÈSES D'AVRIL: LE PARTI CHANGE DE CAP

La direction centrale du parti, autour de Lénine et Zinoviev, est toujours en exil.¹⁴ Dès le 6 mars, Lénine adresse un télégramme aux bolcheviks en rupture avec l'orientation majoritaire: «notre tactique: méfiance absolue, aucun soutien au nouveau gouvernement; soupçonnons particulièrement Kérensky; armement prolétariat seule garantie; élection immédiate à la Douma de Petrograd; aucun rapprochement avec autres partis».¹⁵

Ce message est suivi de cinq lettres qui esquissent un programme pour passer de la première à la deuxième révolution. Les dirigeants bolcheviques sont effrayés par cette orientation. Lorsque Lénine rentre en Russie, le 3 avril, son discours à la gare de Finlande se termine par: «la révolution russe accomplie par vous a ouvert une nouvelle époque. Vive la révolution socialiste mondiale!»

Le lendemain, 4 avril 1917, il présente à la conférence les Thèses d'avril qui suscitent incompréhension et opposition au sein même du parti bolchevique, qui reste très divisé, tiraillé entre une base (marins de Kronstadt, gardes rouges des quartiers ouvriers de Petrograd) impatiente, voire prête aux actions hasardeuses, et des dirigeants hostiles à tout aventurisme. Ces thèses affirment que le gouvernement provisoire n'est qu'un gouvernement bourgeois que les bolcheviques doivent combattre, que la guerre qu'il continue à mener reste une guerre de brigandage impérialiste, et proposent de s'orienter vers une stratégie de conquête du pouvoir. C'est une rupture avec la ligne suivie depuis février par les bolcheviks et plus largement une rupture avec la position antérieure du parti sur la «dictature démocratique des ouvriers et paysans», un ralliement à la théorie de la

révolution permanente. Elles se concluent par un appel à «prendre l'initiative de la création d'une Internationale révolutionnaire».

Lénine entre alors en conflit avec toute la couche dirigeante du parti, les «vieux bolcheviks», et s'appuie sur les nouveaux adhérents. Les ouvriers qui rejoignent le parti en masse (celui-ci est passé de 10 000 à 79 000 adhérents, dont 15 000 à Pétrograd, entre février et avril) estiment qu'il va de soi que le pouvoir soit pris par la classe qui a mis bas le tsarisme. Le «centre» du parti finit par se rallier aux thèses de Lénine, qui maintient la nécessité d'entrer dans la voie de la révolution socialiste mais abandonne l'appel au renversement immédiat du gouvernement provisoire, en admettant qu'une plus ou moins longue période d'agitation sera nécessaire en vue de transférer le pouvoir d'Etat aux soviets.¹⁶ Nombre de dirigeants restent en opposition ou semi-opposition, en silence.¹⁷ Seul Kamenev continue d'affirmer que la démocratie bourgeoise n'a pas épuisé toutes ses possibilités.¹⁸ Lénine est minoritaire... sur le changement de nom du parti. Mais la réorientation qu'il impose scelle la fin définitive des projets de réunification du Parti social-démocrate russe, et par là même le destin de la Deuxième Internationale.

JUILLET 1917: LE TOURNANT DE LA RÉVOLUTION

Appuyés sur de nombreux journaux quotidiens, ainsi que sur des cercles organisant des dizaines de milliers de sympathisants, les bolcheviks mènent une campagne de masse, aussi simple qu'efficace, autour de deux grands mots d'ordre – «la paix» et «du pain» –, en expliquant que la condition pour les réaliser est de déposer les dix ministres capitalistes et de transférer le pouvoir aux soviets. A Petrograd, la majorité des soviets ouvriers est bolchevique dès le mois de juin.

Lors du Premier congrès des soviets en juin, «sur 777 délégués (...) il y avait 285 socialistes-révolutionnaires, 248 mencheviks, 105 bolcheviks.»¹⁹ Ramené à sa base essentielle, le débat entre bolcheviks et conciliateurs tourne autour de cette question: avec qui la démocratie doit-elle marcher, avec les impérialistes ou avec les ouvriers? C'est à ce congrès que Lénine déclare, le 4 juin, que son parti est prêt «à chaque instant à prendre le pouvoir».

Une partie des militants bolcheviques de Petrograd pense que le moment est venu d'aller vers cette prise du pouvoir. L'organisation militaire bolchevique, aiguillonnée par l'impatience de ses nouveaux adhérents de base, appelle à une manifestation.

Mais il y a des hésitations chez les bolcheviks eux-mêmes, qui l'annulent. L'affrontement n'est cependant que reporté.

La grande offensive contre les troupes austro-allemandes est une faillite totale. Craignant d'être envoyés au front, les 10 000 soldats du 1^{er} régiment de mitrailleurs, l'unité militaire la plus importante de Pétrograd, mais aussi la plus organisée par les bolcheviks, se mutinent. Ils mettent en place un comité révolutionnaire et, le 3 juillet, envoient des émissaires dans les usines, dans les autres unités militaires de la capitale ainsi qu'à la base navale de Cronstadt, pour leur proposer de se joindre à la manifestation prévue le lendemain afin de demander la destitution du gouvernement provisoire et le transfert du pouvoir aux soviets.

Sans discussion de la direction du parti, un affrontement s'engage à Pétrograd à l'initiative de secteurs de base du Parti bolchevique. La direction des bolcheviks hésite. La une de la Pravda qui devait paraître avec un appel à la modération de Zinoviev et Kamenev sort le lendemain... avec un blanc.²⁰ Le 4 juillet, les mutins se rendent au siège du Parti bolchevique afin de lui offrir le pouvoir. Lénine, juste revenu à Pétrograd, vient au balcon où il «prononce un discours ambigu, qui dura à peine quelques secondes: il dit sa confiance dans le futur pouvoir du soviét, mais ne donne aucun ordre aux matelots sur les moyens de l'assurer.»²¹ La direction du parti apporte son soutien aux manifestants... tout en se refusant à prendre le pouvoir que ceux-ci lui proposent.

Le mouvement n'a pas de direction ni d'objectif précis. Il perd de sa force et la répression s'abat. Des meutes de «cent-noirs» (milices d'extrême droite) tabassent les ouvriers, le gouvernement fait saisir la presse bolchevique et arrêter 800 dirigeants, dont Kamenev, Lounatcharsky, Kollontai et Trotsky, accusés de trahison et de sédition (Lénine étant parvenu à s'enfuir en Finlande). Mais le Parti bolchevique n'est pas interdit.

Le refus des dirigeants des soviets de prendre le pouvoir et leur détermination à adopter des mesures répressives contre les travailleurs modifient profondément la situation politique. Les travailleurs et soldats radicalisés impliqués dans les journées de juillet comprennent que le transfert pacifique du pouvoir aux soviets n'est pas possible. La question de l'insurrection armée commence à se poser.

LE PARTI DE LÉNINE ET TROTSKY

Le «congrès d'unification» de la fin juillet,

qui regroupe des délégués élus par 170 000 militants (dont près de 40 000 à Pétrograd), est celui du Parti bolchevique d'Octobre, le parti de Lénine et de Trotsky. Il naît de la confluence, autour du noyau bolchevique historique, des courants révolutionnaires indépendants que sont aussi bien l'organisation interrégionale liée à Trotsky, qui avait pris position pour le pouvoir des soviets, que de nombreux groupes social-démocrates internationalistes jusque là restés à l'écart du parti, dans le cadre d'un mouvement de masse d'adhésions d'ouvriers, de soldats unis par une aspiration irrésistible à l'action révolutionnaire immédiate.

A 47 ans, Lénine est le doyen du comité central dont onze membres ont entre 30 et 40 ans, trois moins de 30 ans. Son benjamin, Ivan Smilga, a 25 ans: il est militant bolchevique depuis 1907. Contrairement à bien des idées reçues, ce qui caractérise ce parti,

«tout le pouvoir aux soviets» disparaît des documents officiels du parti bolchevique, alors même que de nombreuses organisations de masse continuaient à voir dans la création d'un gouvernement révolutionnaire des soviets la solution à leurs problèmes urgents.

COMMENT COMBATTRE KORNILOV?

Face à l'offensive contre-révolutionnaire engagée à la fin août par le général Kornilov, le gouvernement met en place un comité de lutte. Lénine, dans la clandestinité, veut combattre la contre-révolution sans alliance avec les mencheviks, et pas pour défendre le gouvernement. Ses textes parviendront à leurs destinataires... après les événements.

A Pétrograd, la réunion du comité bolchevique est mouvementée.²⁴ La direction de l'organisation militaire reproche les hésita-



Le 4 juillet à Pétrograd, sur la perspective Nevsky, les manifestants se dispersent après que des forces tsaristes ont ouvert le feu. DR.

c'est sa relative flexibilité et «sa réceptivité aux humeurs dominantes des masses [qui] ont tout autant contribué à sa victoire que la discipline révolutionnaire, l'unité organisationnelle ou l'obéissance à Lénine.»²²

Des délégués se prononcent en faveur du maintien du mot d'ordre «tout le pouvoir aux soviets». D'autres estiment que les soviets n'ont plus aucun pouvoir, qu'en conséquence «nous devons consolider nos forces pour la bataille décisive, à savoir la prise du pouvoir. Le mot d'ordre concernant le transfert du pouvoir aux soviets n'a plus lieu d'être.»²³ La résolution finale est un compromis entre les deux camps. Elle affirme impossible le transfert pacifique du pouvoir aux soviets et adopte comme mot d'ordre «Liquidation complète de la dictature de la bourgeoisie contre-révolutionnaire». En conséquence, tout au long du mois d'août, le mot d'ordre

lors des journées de juillet, refuse tout soutien à Kérensky, défendu par certains dirigeants comme Kalinine. En pratique, c'est en collaboration avec le soviét «tout en conservant une ligne politique autonome» qu'est organisée la résistance armée. Le quartier général de la résistance est composé de bolcheviks, de mencheviks, de SR et de représentants des soviets.²⁵ Après la défaite de Kornilov se pose la question du gouvernement qui va le remplacer.

Nombre de réunions, d'assemblées défendent l'idée d'un gouvernement des soviets avec tous les groupes socialistes appliquant un programme révolutionnaire. Devant le soviét, Kamenev présente une résolution dans ce sens, pour «un gouverne-



ment composé de représentants du prolétariat et de la paysannerie révolutionnaire ayant pour objectif de proclamer une république démocratique, organisant la confiscation des grandes propriétés terriennes, la paix démocratique, la nationalisation des secteurs clefs de l'industrie et le contrôle ouvrier.» Cette perspective ne met pas au centre les soviets, mais les «forces de la démocratie», contrairement à celle défendue par Trotsky au même moment. La perspective échoue, les mencheviks et les SR de droite refusant de rompre avec les courants bourgeois du gouvernement. Mais le débat entre les bolcheviks sur la nature du pouvoir à mettre en place va rebondir.

LA QUESTION DE LA PRISE DU POUVOIR

Chaque jour de guerre ébranle le front, affaiblit le gouvernement, aggrave la situation. Depuis son exil, Lénine exhorte les bolcheviks, qui ont la majorité aux soviets des deux capitales, à prendre en mains le pouvoir : en proposant la paix, en donnant la terre, en rétablissant les institutions et les libertés démocratiques, ils formeront un gouvernement que personne ne pourra renverser. C'est dans cette perspective qu'ils se saisissent de la proposition des mencheviks de mettre en place un «Comité de défense révolutionnaire» destiné à centraliser toutes les données concernant la défense de la capitale. Devenu «Comité militaire révolutionnaire», il devient l'état-major de l'insurrection.

Au sein du Parti bolchevique, le débat fait rage. Kamenev défend une posture «défensive» visant à obtenir une majorité à l'assemblée constituante. Il estime que le bloc bolcheviks-SR de gauche-mencheviks internationalistes continue à monter alors que le bloc réactionnaire se désagrège, qu'une insurrection ne serait pas soutenue par la majorité de la population russe et que la révolution européenne n'apportera pas un soutien immédiat. Il souhaite l'instauration d'une démocratie socialiste, composée des différentes sensibilités. Il y a également des différences entre les appréciations de Trotsky et de Lénine. Pour le premier, il faut que les soviets, dirigés par les bolcheviks, prennent le pouvoir, pour le second, il faut que les bolcheviks s'en emparent «au nom des soviets».

La réunion de la direction du 10 octobre décide l'insurrection armée par 10 voix contre 2, celles de Kamenev et Zinoviev. Reste le débat sur le calendrier, et la mesure du

risque d'un soulèvement avant le congrès des soviets dont l'ouverture est prévue le 20 octobre. Lors du comité central du 16 octobre, «une contre-résolution de Zinoviev interdisant l'organisation effective d'un soulèvement avant que les délégués bolcheviks au congrès n'eussent été consultés fut repoussée par 16 voix contre 6.»²⁶ A l'issue de la réunion, Kamenev démissionne pour mener campagne publiquement contre l'insurrection : la décision bolchevique de l'insurrection devient publique à travers un article qu'il fait paraître le 18 octobre dans le journal de Gorki.

Le «Comité militaire révolutionnaire», dont la direction comprend deux bolcheviks et deux SR de gauche, proclame son autorité sur la garnison le 21 octobre, puis sur la forteresse Pierre-et-Paul le 23 octobre, et décide de prendre le pouvoir le 25 octobre. C'est lui qui, écartant le soviet de Petrograd – donc Trotsky –, déclare déchu le gouvernement provisoire. La position de Lénine l'a emporté : c'est lui seul qui rédige la déclaration, dessaisissant les soviets et Trotsky de la paternité de la révolution d'Octobre.

La simplicité du processus de prise de pouvoir montre qu'à ce moment, il n'y a plus d'appareil d'Etat dans la ville. Les gares, les ponts, le central téléphonique, la poste sont pris sans affrontement.

Le 25 octobre s'ouvre le congrès des soviets. Sur 670 délégués, 300 sont bolcheviks, 193 SR dont plus de la moitié SR de gauche, 82 mencheviks dont 14 internationalistes. Le débat continue au sein du soviet et du parti bolchevique sur le type de gouvernement à mettre en place. C'est dans ce cadre que Trotsky fait son célèbre discours au congrès des soviets : «maintenant on nous dit "renoncez à votre victoire, faites des concessions, trouvez un compromis". Mais avec qui ? Je le demande, avec qui devrions-nous passer des compromis ? Avec des groupes misérables qui nous ont abandonnés ou qui nous font ce genre de propositions ? (...) Non, aucun compromis n'est envisageable. A ceux qui ont abandonné le congrès et à ceux qui nous exhortent au compromis, nous devons dire "vous avez failli pitoyablement, votre rôle est révolu. Rejoignez votre destination : les poubelles de l'histoire !" »²⁷

La négociation s'engage pour un gouvernement pan-soviétique. Mais entre les conditions des mencheviks et cette position des bolcheviks, l'accord est impossible. C'est ainsi que le gouvernement des bolcheviks et des SR de gauche se met en place.

SUR L'ÉVOLUTION ULTÉRIEURE

Tout au long de la montée révolutionnaire,

le parti bolchevique est un parti dans lequel les débats sont intenses, les divergences importantes et la démocratie vivante. Néanmoins, une étude de 1919²⁸ montre l'évolution rapide du parti et l'avancée de sa bureaucratization. A ce moment, le pouvoir soviétique n'est pas assuré de la victoire, les membres qui le rejoignent ne sont pas encore les arrivistes qui, une fois la victoire assurée, viendront grossir les rangs d'un parti devenu unique. Reste que la formation politique et la culture marxiste de ces nouveaux membres sont très faibles, pour ne pas dire inexistantes ; 5% ont reçu une formation supérieure, et 8% une instruction secondaire.

En 1919, 50% des militants ont moins de 30 ans et seulement 10% plus de 40 ans. «La vieille garde du parti est noyée sous le nombre : en 1919, 8% seulement des membres du parti y sont entrés avant février 1917, 20% avant octobre». Leur origine sociale est clairement prolétarienne : 15% sont classés «paysans», 14% «intellectuels», 18% «employés» et 52% «ouvriers» (dont seulement 11% sont effectivement employés dans l'industrie). En effet, 53% «travaillent à des échelons divers de l'Etat soviétique, 8% dans l'appareil des permanents du parti et des syndicats ; 27% enfin (...) servent dans l'armée rouge, la majorité d'entre eux comme officiers et surtout commissaires. En fait l'écrasante majorité des membres du parti exercent des fonctions d'autorité et sont à un titre ou à un autre des gouvernants».

Ainsi, dès 1919, être membre du parti c'est diriger, avoir de l'autorité. En même temps, le parti est encore à l'image de la société, dans une révolution qui se poursuit sous les formes extrêmement violentes de la guerre civile. Au moment de l'insurrection de Cronstadt, la majorité des membres du parti bolchevique de l'île l'abandonnent. Il existe dans le parti des résistances politiques, des courants d'opposition au moins jusqu'en 1927, et sous d'autres formes tout au long des années 1930, ce qui montre que le lien avec la réalité de la société se maintient malgré une bureaucratization qui n'est plus seulement rampante.

A partir du congrès de mars 1921, celui de l'écrasement de Cronstadt, de l'instauration de la NEP et de l'interdiction des fractions constituées dans le parti, l'appareil a les mains libres. Le comité central ne se réunit que tous les deux mois et le bureau politique est réduit à sept membres. Le secrétariat du comité central contrôle le bureau des affectations, fondé en 1920 pendant la guerre civile pour organiser le transfert de communistes dans les secteurs névralgiques, et prend de plus en plus d'importance : il nomme, remplace des responsables, affecte les militants

aux postes les plus importants sur la base de «recommandations», donc par en haut.

Sont ainsi nommés des dirigeants qui ne sont plus responsables devant les militants, mais devant la direction centrale du parti. Pour bien le faire comprendre aux récalcitrants, au lendemain du congrès de 1921, 136 836 membres du parti sont exclus (le parti a 730 000 membres à ce moment) : 11% pour indiscipline, 34% pour passivité, 25% pour des délits mineurs (ivrognerie ou carriérisme) et 9% pour des fautes graves. Si dans cette première purge des militants douteux sont éliminés, il est clair que la direction impose sa domination. Les militants d'avant Octobre ne représentent plus à ce moment que 2% des effectifs.

L'adhésion de plus de 200 000 membres de la promotion «Lénine» en 1924, après la mort de ce dernier, achève ce processus : «il ne s'agit plus de l'adhésion enthousiaste et convaincue d'ouvriers gagnés par d'autres militants, ni même de celle d'ambitieux contraints par la force des choses de faire leurs preuves et de démontrer capacité

et dévouement, mais d'un recrutement quasi officiel, effectué dans le cadre des usines, sous la pression de secrétaires qui sont des autorités officielles et ne manquent pas de moyens de pression pour faire adhérer au parti unique des travailleurs avant tout préoccupés par leurs problèmes quotidiens et la nécessité de conserver leur emploi (...) 57% d'illettrés (...) forment entre les mains de l'appareil une masse de manœuvre docile».²⁹

QUELQUES MOTS DE CONCLUSION

Si le Parti bolchevique a pu arriver au pouvoir, c'est parce qu'il a été la seule force politique à soutenir ces mouvements plébéiens, à s'impliquer totalement dans la contestation de toutes les formes de l'ordre impérial, et à leur donner un débouché politique. Il a offert une réponse à des courants fondamentaux de la société russe qui voulaient sortir de la guerre et combattre l'exploitation et les oppressions. Ce qui se passe dans la guerre civile le démontre clairement. Les paysans qui

s'opposaient, parfois militairement, à l'armée rouge à cause des réquisitions de vivres repassaient du côté de la révolution quand réapparaissaient les armées blanches qui remettaient immédiatement en place le régime d'oppression précédent, avec toutes ses brutalités.

Comme l'écrit Victor Serge³⁰, «les bolcheviks assumèrent le pouvoir parce que, dans la sélection naturelle qui s'était faite entre les partis révolutionnaires, ils se montrèrent les plus aptes à exprimer de façon cohérente, clairvoyante et volontaire, les aspirations des masses actives. Ils gardèrent le pouvoir, ils vainquirent dans la guerre civile parce que les masses populaires les soutinrent finalement, en dépit de bien des hésitations et des conflits, de la Baltique au Pacifique». Et il ajoute : «Quelles raisons profondes motivèrent la décision du comité central de maintenir et fortifier le monopole du pouvoir ? (...) dans ces crises, les bolcheviks n'avaient de confiance qu'en eux-mêmes». □

Données sur le nombre d'adhérents du POSDR et de la fraction puis parti bolchevique

Ne pas oublier que le POSDR et les bolcheviks sont implantés uniquement dans les villes, moins de 20 % de la population russe.

Bund : Union générale des travailleurs juifs, organisation laïque antisioniste créée en 1897, qui se bat pour l'émancipation des travailleurs juifs dans une perspective socialiste. Présent au congrès de 1903, le Bund le quitte à cause du refus de lui accorder à l'intérieur du parti le statut d'autonomie qu'il réclame; il comptera 33 000 militants lors de son intégration au POSDR en 1906.

Polonais et Lettons : l'empire russe englobe ces pays, et les organisations social-démocrates qui y sont implantées participent aux congrès du POSDR.

		Empire	Empire	Péttersbourg	Péttersbourg	Moscou	Moscou
	Total	bolcheviks	mencheviks	bolcheviks	mencheviks	bolcheviks	mencheviks
Déc. 1903	Quelques milliers			B+M 360			
1904						B+M 300	
Début 1905				B+M 300			
Été 1905				737	1250	B+M 1435	
Avril 1906		14 000	34 000				
Congrès de 1906	144 000 dont 33 000 Bund, 28 000 Polonais, 13 000 Lettons	B+M 70 000				B+M 8000	
Mi-1907	144 000 dont 26 000 Bund, 26 000 Polonais, 13 000 Lettons	46 143	38 174	2015	2156	B+M 5320	
Mi-1908						B+M 250	
1909						B+M 150	
1910		Quelques centaines					
1913		30 à 50 000					
1916		6000					
1917		10 000					
Avril 1917		79 000		15 000			
Juillet 1917		170 000		30 à 40 000			
Octobre		200 000		40 000			
1921		730 000					

1 V.V. Anikeev, 1958, cité par Tony Cliff dans son «Lénine», chapitre 20, <https://www.contretemps.eu/parti-bolchevik-devient-parti-de-masse/>

2 Pierre Broué, «Le parti bolchevique», éditions de Minuit, 1971, page 60.

3 Tony Cliff, «Lénine», chapitre 8, <https://www.contretemps.eu/cliff-lenine-ouvrez-portes-parti/>

4 Ibid., chapitre 19, <https://www.contretemps.eu/lenine-pravda-presse/>

5 Malgré la scission de 1912, les députés bolcheviques et mencheviks de la Douma ont voté ensemble, sous l'étiquette de fraction social-démocrate, contre les crédits de guerre.

6 Orlando Figes «La révolution russe. 1891-1924: la tragédie d'un peuple», Denoël, 1996, page 416.

7 Nicolas Sukhanov, «la révolution russe», Stock, 1965, page 82.

8 Pierre Broué, «Le parti bolchevique», éditions de Minuit, 1971, page 81.

9 Ibid.

10 Léon Trotsky «Histoire de la révolution russe – Février», Seuil, 1967, page 333.

11 Ibid.

12 Cf. Pierre Broué, op. cit., page 81.

13 Orlando Figes, op. cit., page 492.

14 Hormis son séjour en Russie en 1905-1906, Lénine a passé les 17 années précédentes en exil à l'étranger (Orlando Figes, op. cit., page 489).

15 œuvres complètes, Editions sociales Paris – Editions du progrès Moscou, 5e édition, tome 23, page 321.

16 Pierre Broué, op. cit. page 86.

17 Léon Trotsky, op. cit., page 372.

18 Pierre Broué, op. cit., page 85.

19 Léon Trotsky, op. cit., page 487.

20 Orlando Figes, op. cit., page 535.

21 Orlando Figes citant Sukhanov, op. cit., page 538.

22 Alexander Rabinowitch, «Les bolcheviks prennent le pouvoir», La Fabrique, 2016, page 31.

23 Ibid., page 156.

24 Ibid., page 219.

25 Ibid., page 223.

26 Orlando Figes, op.cit. page 594.

27 Alexander Rabinowitch, op. cit., page 426.

28 Voir Pierre Broué, op. cit., page 131.

29 Ibid., pages 200-201.

30 Victor Serge, «Trente ans après la révolution russe», in «Mémoires d'un révolutionnaire et autres écrits politiques 1908-1947», Bouquins Robert Laffont, 2001, pages 854-855 et 860.

RUSSIE

Vers un quatrième mandat de Vladimir Poutine ?

PAR ILYA BOUDRAÏTSKIS

La réélection du leader autoritaire russe se prépare sur fond d'une crise qui s'embourbe et d'une colère grandissante... (article traduit du russe par Matilde Dugaucquier)

La prochaine élection présidentielle en Russie doit avoir lieu dans un an et demi, le 18 mars 2018. Bien que Vladimir Poutine n'ait pas encore exprimé la volonté de poser à nouveau sa candidature, il ne semble pas y avoir d'alternative possible au scénario d'un quatrième mandat. Conformément à la tradition de la « démocratie dirigée » qui s'est implantée en Russie ces deux dernières décennies, l'élection du président aura plus des airs de plébiscite du « père de la nation » que d'une compétition politique au résultat inattendu. Les stratèges du Kremlin envisagent ouvertement un plan baptisé « 70/70 », selon lequel le taux de participation aux élections doit atteindre 70%, dont 70% doivent à leur tour voter pour Poutine.

D'ailleurs, les partenaires attendus de Poutine dans ce spectacle électoral sont pratiquement les mêmes qu'en 2000, lorsqu'il était devenu président pour la première fois : le bon vieux leader des communistes Guennadiy Ziouganov, le populiste de droite Vladimir Jirinovski et le libéral Grigoriy Iavlinski. Il y a longtemps que les partis qu'ils dirigent respectivement se sont durablement installés aux commandes de l'administration du Kremlin, et toute action indépendante de leur part est strictement exclue.

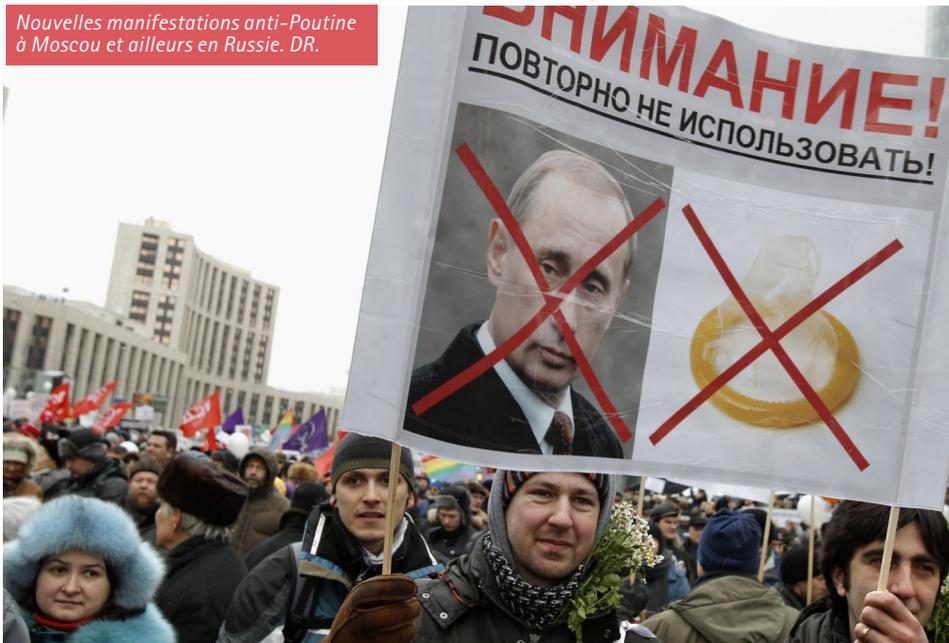
De plus, toujours selon la tradition de la « démocratie dirigée », Vladimir Poutine ne participera pas aux débats et laissera cet exercice aux autres candidats. Poutine a pour sa part l'habitude de discuter directement avec ses électeurs à travers le programme « Ligne directe » retransmis par les chaînes de télévision d'État et au cours duquel « les gens simples » des quatre coins du pays peuvent, plusieurs heures durant, poser toutes les questions qu'ils souhaitent à leur leader. La propagande officielle ne cesse de marteler que Poutine est au-dessus de la politique, cette lutte sans fin des intérêts privés et des ambitions. Poutine est synonyme de l'actuelle grandeur du pays, du respect envers son passé et de la prévisibilité de son avenir (comme l'exprimait en son temps l'actuel

président du parlement russe, Viatcheslav Volodin, « Poutine, c'est la Russie – La Russie, c'est Poutine »). Le vote pour Poutine apparaît de cette manière comme un choix rationnel guidé par le patriotisme, comme un test de fidélité à la nation. Ce n'est pas un hasard si le 18 mai, date de la « réunification » de la Cri-

ciété.

De fait, il est vrai que la dépolitisation massive et l'apathie sociale des années 2000 étaient liées à une augmentation des revenus, garantie essentiellement par une conjoncture favorable sur le marché des hydrocarbures. C'était l'époque de la « stabilité », re-

Nouvelles manifestations anti-Poutine à Moscou et ailleurs en Russie. DR.



mée avec la Russie, a été choisi pour l'élection.

LE PRIX DE LA GRANDEUR ?

Certains commentateurs politiques se plaisent aujourd'hui à écrire que le troisième mandat de Poutine (depuis 2012) s'est différencié des deux premiers (durant la première décennie 2000) en ce que les termes du contrat tacite liant la société au pouvoir ont changé : si au départ le pouvoir autoritaire proposait de troquer les libertés politiques contre une augmentation des revenus et la stabilité sociale, plus tard (surtout depuis 2014) la diminution des revenus est devenue le prix à payer pour défendre l'intérêt national face à un Occident hostile ; c'est ce qu'on appelle le « consensus criméen » dans la so-

conduite à travers les victoires électorales triomphales de Poutine et de son parti Russie unie pendant la décennie. La vague de protestation contre les fraudes aux élections législatives de décembre 2011 a sans aucun doute marqué la fin de cette période. Une minorité active, issue surtout de la classe moyenne des grandes villes du pays, avait alors montré qu'elle n'était pas prête à se satisfaire du système politique en place. C'est à ce moment-là que la menace de déstabilisation est devenue le principal argument de propagande des autorités, qui ont su garder le soutien passif de la majorité et s'assurer la réélection de Vladimir Poutine pour un troisième mandat en mars 2012. Mais avec la chute du prix des hydrocarbures et l'introduction de sanctions internationales contre

la Russie suite à l'annexion de la Crimée en 2014, le pays est rapidement entré en période de récession économique.

Dans cette situation, le « plan anti-crise » du gouvernement de Dimitri Medvedev a consisté en une série de coupes claires dans les dépenses publiques, à l'image des politiques d'austérité en Europe, et en une tentative de prévenir l'augmentation des licenciements en exerçant des pressions sur le monde des affaires. Il est significatif que, en dépit de sa position de confrontation en politique étrangère, le gouvernement russe s'évertue à satisfaire les standards des instituts financiers internationaux en termes de « réformes de structure » et d'« assainissement des budgets » à travers la réduction du déficit (et des coupes budgétaires dans la sphère sociale en premier lieu).

Par exemple, il existe un consensus au sein des élites selon lequel il est nécessaire d'augmenter l'âge de la retraite à 65 ans pour les hommes et 63 ans pour les femmes (aujourd'hui 60 et 55 ans respectivement). Le gouvernement a également refusé d'indexer les salaires dans le secteur public alors que l'inflation progresse, ce qui provoque d'importantes pertes salariales. Il est intéressant de noter qu'au début de l'année 2017, la mission du FMI à Moscou a évalué positivement les mesures anti-crise du gouvernement Medvedev, tandis que le ministre des Finances, Siluanov, a déclaré que les conclusions du FMI « dans l'ensemble correspondent à notre estimation de la situation économique actuelle. »

L'augmentation massive de la pauvreté est la conséquence principale de cette crise qui progresse et des mesures néolibérales d'« assainissement ». Selon les estimations de la Banque mondiale, les rapports pour l'année 2016 montrent que le nombre des citoyens russes pauvres a augmenté d'un million, pour atteindre les 20 millions de personnes (le seuil d'extrême pauvreté, ou de misère, selon la Banque, se trouvant à un revenu de 1,9 dollar US par jour et celui de pauvreté à 3,1 dollars). Selon les données officielles, 21,4 millions de citoyens russes gagnent moins que le minimum nécessaire aujourd'hui équivalent à plus ou moins 150 euros, tandis que 70% de tous les travailleurs perçoivent moins que le salaire moyen en Russie (environ 500 euros). Ainsi, la majorité des pauvres du pays sont des gens qui ont en fait un emploi.

Selon le dogme néolibéral, auquel la classe dirigeante russe est complètement acquise, la diminution du coût de la main-d'œuvre dans le pays doit améliorer son attractivité pour les investissements. Cette politique, qui mène de manière consciente à l'augmentation de la pauvreté, s'accompagne d'un écart

accru entre les super-riches et la majorité de la population. La Russie contemporaine est un bel exemple d'inégalités sociales criantes : aujourd'hui, près de 35% de la richesse nationale du pays appartiennent aux 100 plus riches, à côté desquels on compte encore 97 000 citoyens possédant plus d'un million de dollars.

Ainsi, en dépit des effets propagandistes certains de l'hystérie patriotique suite à l'annexion de la Crimée et dans le cadre de la « défense de nos concitoyens » à l'Est de l'Ukraine, il est peu probable que la lutte contre les ennemis extérieurs puisse faire longtemps office de base à un « contrat social » entre le pouvoir et une population qui s'enfoncent dans la pauvreté. Il est même possible que l'élection présidentielle de 2018 soit le dernier moment où les sentiments anti-occidentaux pourront être mobilisés dans le sens du triomphe électoral de Vladimir Poutine.

LA CONTESTATION QUI GRONDE ET L'OPPOSITION

Les manifestations qui ont eu lieu à travers tout le pays les 26 mars et 12 juin derniers sont un signe important de ce que le soutien au régime basé sur le « consensus criméen » s'effrite petit à petit.

Ces actions ont été les principales de l'opposition depuis 2011-2012 suite aux fraudes électorales. Cependant, les manifestations que nous voyons aujourd'hui se distinguent fortement des événements d'il y a cinq ans, tant en termes de revendications politiques que par leur base sociale. Cette fois, ce ne sont pas des slogans en faveur des libertés politiques et d'élections libres qui sont au premier plan, mais plutôt la colère contre la corruption et les inégalités sociales criantes. Un film réalisé par un groupe de l'entourage du populiste libéral Alexei Navalny a été l'élément déclencheur de la contestation. Cette vidéo, consacrée à l'immense fortune illégale de Dimitri Medvedev, a récolté 13 millions de vues sur YouTube en quelques jours mais n'a pas été jugée digne de commentaire par les autorités. Navalny a alors appelé toute personne souhaitant recevoir une réponse à descendre dans la rue.

Dans la plupart des villes, les autorités ont refusé d'autoriser les rassemblements et ont prévenu qu'elles étaient prêtes à les disperser par la force. En conséquence, les actions se sont conclues par des passages à tabac brutaux et des arrestations (par exemple, rien qu'à Moscou, plus de 1000 personnes ont été arrêtées le 26 mars).

Il y a près d'un an déjà, Alexei Navalny a annoncé son intention de participer à l'élection présidentielle, bien que les autorités lui aient

fait comprendre dès le départ qu'en aucun cas elles n'autoriseront son enregistrement comme candidat officiel. Il a dès lors construit sa campagne comme antisystème, visant au démontage du système politique autoritaire en place dans le pays, et s'est attelé à la création de noyaux activistes dans toutes les grandes villes du pays. Au jour d'aujourd'hui, 76 bureaux de campagne ont déjà été ouverts et ils comptent près de 150 000 volontaires inscrits.

La campagne électorale de Navalny est plus un tremplin pour les mobilisations dans la rue qu'une campagne électorale. Lui-même a déjà déclaré que si les autorités ne le laissent pas participer, il appellera ses partisans à boycotter activement les élections et fera tout pour en saper la légitimité. Il faut noter que le format de la campagne – avec son leader inconditionnel et son modèle de direction vertical – ne laisse aucune place à la discussion démocratique ou au débat sur le programme et la stratégie du mouvement, qui sont définis par Navalny en personne et le petit cercle de conseillers qui l'entoure.

Navalny est un libéral qui a plus d'une fois montré qu'il pouvait avoir recours à tout type de rhétorique, y compris xénophobe et islamophobe, si cela s'avère utile à un moment donné. Cependant, il a dernièrement misé sur le populisme social puisqu'il parle de plus en plus de la pauvreté comme étant le principal problème du pays et attaque en permanence non seulement les fonctionnaires corrompus, mais également les super-riches. Sa récente polémique avec l'une des figures les plus riches de Russie (ainsi que de Suisse et de Grande-Bretagne), Alisher Usmanov, qu'il a accusé de s'être approprié des usines soviétiques illégalement durant les privatisations des années 1990, a fait monter son taux de popularité.

Aujourd'hui, la tâche de la gauche est de représenter une alternative socialiste et démocratique dans le mouvement de contestation qui prend de l'ampleur. Des espoirs concrets reposent à présent sur Sergueï Oudaltsov, la figure politique de gauche la plus connue, qui a été libéré il y a peu après avoir passé près de quatre ans en prison pour « organisation de troubles massifs à l'ordre public ». Sans entrer en confrontation avec Navalny, il est nécessaire, à la fois lors des débats publics et dans la rue, de démontrer à ses supporters en particulier, que la corruption et les privatisations illégales ne sont que des symptômes du modèle barbare du capitalisme post-soviétique, qui nous rapproche de plus en plus de la crise politique et économique. □

« Fainéants » de tout le pays, unissons-nous !

PAR GALIA TRÉPÈRE

« Je serai d'une détermination absolue, je ne céderai rien, ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes. Et je vous demande d'avoir la même détermination. Ne cédez rien, ni aux égoïstes, ni aux pessimistes, ni aux extrémistes. Je ne veux pas que dans quinze ans, un autre président dise "c'est pire encore". » Ces propos de Macron à Athènes, le 8 septembre dernier, n'étaient ni une bavure ni une maladresse...

Paris, 12 septembre 2017 : première manifestation contre les ordonnances Macron. Photothèque rouge/JMB.



C'était une agression délibérée, provocatrice, contre toutes celles et tous ceux qui s'apprêtaient à le contester dans la rue le 12 septembre en même temps qu'une adresse, un encouragement à destination de ses troupes, petits patrons, cadres et maîtrise d'entreprise, qu'il cherche à mobiliser contre les salarié-e-s en flattant leurs prétentions sociales et leur arrivisme.

Macron n'en était pas à son coup d'essai. Entre autres manifestations de son mépris social, il avait déjà traité il y a trois ans d'« il-lettrés » les ouvrières de Gad, une entreprise

bretonne de l'agro-alimentaire. Plus récemment, après son élection, il avait lancé lors de l'inauguration d'une start-up : « Une gare, c'est un lieu où on croise des gens qui réussissent et des gens qui ne sont rien. »

D'un côté l'arrogance, le mépris de classe et les menaces à l'égard des travailleurs, de l'autre, la concertation, la discussion entre « partenaires sociaux » pour la « transformation nécessaire du pays », comme il est dit dans le tract diffusé à large échelle par les militants de la République en Marche. Un dialogue social conçu pour désarmer le mouvement ouvrier et auquel se prêtent avec plus

ou moins de complaisance les directions de toutes les confédérations syndicales, y compris celle de la CGT qui appelait à la mobilisation les 12 et 21 septembre.

Macron cherche à profiter de l'affaiblissement du mouvement ouvrier qui s'ensuit pour s'assurer une victoire sur la rue. Dans la continuité d'un de ses soutiens de l'entre-deux tours de la présidentielle, l'ancien premier ministre Jean-Pierre Raffarin, qui avait déclaré en 2003 lors du mouvement contre une réforme des retraites du public issue de la concertation avec les partenaires sociaux : « ce n'est pas la rue qui gouverne », en oppo-

sant la rue et le « dialogue social ».

UNE OFFENSIVE XXL

Trois jours après l'élection de Macron, un des éditorialistes du Monde, Arnaud Leparmentier, écrivait dans sa chronique hebdomadaire intitulée « Les 100 jours de Macron seront décisifs » : « voilà un vade-mecum pour les prochaines semaines : la sécurité, c'est la mort. [Macron avait prononcé cette phrase devant les salariés de Whirlpool, NdlR]. Fini, les prudences de chanoine, ces prétextes à la lâcheté sur le corps social français si malade qu'il ne supporterait aucune réforme. Cet adage, hérité des grandes grèves de 1995, qui scellèrent la capitulation du chiraquisme, paralyse la France depuis vingt ans (...) Au début du siècle, le chancelier allemand Gerhard Schröder est passé en force pour imposer les réformes qui font la prospérité de son pays. Contre l'aile gauche de son parti. Contre les syndicats. La question sociale est brûlante, on l'a vu avec la mobilisation de 2016 contre la timide loi El Khomri. Elle est aussi la mère de toutes les batailles, celle de la lutte contre le chômage, cancer français contre lequel on n'a rien essayé. »

La feuille de route tracée pour Macron par cet éditorialiste zélé était on ne peut plus claire : ne pas céder devant les mobilisations, le mouvement social, passer en force pour imposer les « réformes » sous le prétexte de la lutte contre le chômage. C'est ce que fit le social-démocrate allemand Schröder entre 2002 et 2005, lorsqu'il a imposé les lois Harz malgré d'énormes manifestations, celles « du lundi ». Ces lois obligent les chômeurs allemands à accepter les « minijobs », des emplois d'une précarité officielle inédite jusqu'alors. Le travailliste Tony Blair allait aussi dans cette voie, à la même époque en Grande-Bretagne, en créant les « contrats zéro heure », généralisés ensuite par Gordon Brown. Le nombre des chômeurs a baissé dans ces deux pays mais le nombre des salarié-e-s pauvres a, lui, explosé. C'est ce fameux « modèle allemand » que nous vantent tous les médias au service du patronat.

Macron s'appuie sur les reculs qui ont été imposés aux travailleurs par les gouvernements précédents pour aller beaucoup plus loin dans l'offensive qu'il mène pour le compte du Medef.

NI DE DROITE NI DE GAUCHE, SANS MASQUE AU SERVICE DU CAPITAL

Grand prince, Macron a invité ses deux prédécesseurs, Sarkozy et Hollande, à célébrer avec lui à l'Élysée, le 17 septembre dernier, l'attribution des JO 2024 à Paris. Une manière de les obliger à lui faire allégeance, de s'affirmer dans leur continuité tout en étant celui qui saurait aller jusqu'au bout. Sarkozy avait

été le premier à récuser le clivage droite-gauche en pratiquant « l'ouverture » de son gouvernement à des personnalités de gauche. Hollande, en accord avec Valls, rêvait de liquider le Parti socialiste pour donner naissance à un parti qui n'ait plus de lien avec ses lointaines origines ouvrières. Mais Valls a été doublé sur sa droite par son ministre de l'Économie d'alors, Macron, lui-même introduit au gouvernement par Hollande.

Macron s'est hissé au pouvoir sur les ruines des deux grands partis qui ont alterné ou cohabité au pouvoir depuis 40 ans. Le PS et l'ancienne UMP, LR aujourd'hui, se sont effondrés, usés par le discrédit qu'ils ont accumulé en mettant en œuvre l'austérité contre la population. Le nouveau président a bénéficié aussi de la crainte que Marine Le Pen puisse remporter le deuxième tour, ce qui le fait passer pour un homme aussi moderne et démocratique qu'il est jeune, alors qu'il veut ramener la condition des travailleurs à un siècle en arrière, quand il n'y avait ni droit du travail ni protection sociale.

« Il ne faut avoir ni dogme ni fétiche [sur le temps de travail], mais du pragmatisme », aimait-il répéter pendant la discussion, en 2015, de la loi « pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques », plus connue sous le nom de loi Macron. Déjà, le *Wall Street Journal* déclarait à son propos, le 8 mars 2015 : « les entreprises [pourront] contourner les règles de travail rigides et négocier directement avec les employés ». Une loi dont les ordonnances ne sont que le prolongement, via la loi Travail qu'il a inspirée.

L'offensive de Macron contre les droits sociaux et démocratiques est d'autant plus brutale que le rapport de forces n'a cessé de se dégrader au détriment des travailleurs, désarmés par les reniements et les capitulations des directions syndicales et des partis de la gauche institutionnelle.

ORGANISONS UNE RIPOSTE GLOBALE, POLITIQUE

Face à cette offensive qui se mène sur tous les fronts – augmenter les pouvoirs des patrons face à leurs salarié-e-s de plus en plus précarisé-e-s, en finir avec les statuts dits privilégiés comme ceux de la Fonction publique, déverser toujours plus d'argent public dans les coffres des plus riches, restreindre toutes les dépenses de l'État utiles à la population, empiéter sur les droits démocratiques de celle-ci avant de les piétiner –, la seule réponse qui peut être couronnée de succès est une réponse globale, de l'ensemble du monde du travail et de la jeunesse.

Ce ne sont pas seulement toutes les catégories de salarié-e-s qui sont attaquées, mais également les chômeurs et les retraités. Les

jeunes subissent une sélection aggravée qui les empêche d'accéder aux études qu'il souhaiteraient mener, les coupes claires dans la protection sociale, l'impossibilité de se loger. Une grande partie de la jeunesse refuse l'avenir d'exploitation, de précarité et de pauvreté qu'on lui promet, comme elle l'a montré pendant le mouvement sur la loi Travail. Elle ne supporte pas ce monde de concurrence, de parasitisme financier, où les progrès de la science et des techniques ne servent qu'à permettre aux grandes fortunes de concentrer entre leurs mains toujours plus de richesses au détriment des êtres humains et de la nature, ce monde où la guerre, la famine et les persécutions sont le lot quotidien de millions de femmes et d'hommes et pourraient, dans un avenir relativement proche toucher l'humanité tout entière.

Travailleurs et travailleuses avec ou sans emploi, du privé ou du public, jeunes en lycée, en facultés ou en apprentissage, retraité-e-s, ont toutes et tous intérêt à riposter ensemble. Au lieu de cela, les travailleurs du privé et du public sont appelés en ordre dispersé, les premiers contre les ordonnances les 12 et 21 septembre, les seconds le 10 octobre, les retraité-e-s le 28 septembre. Les directions syndicales craignent l'affrontement avec le gouvernement, la généralisation des mobilisations. Lors du mouvement contre la loi Travail, c'est la mobilisation spontanée du 9 mars, en particulier de la jeunesse, qui avait bousculé les syndicats et les avait contraints à programmer plusieurs journées de mobilisation. Les salarié-e-s du transport, particulièrement touchés par les ordonnances qui vont généraliser les relations de gré à gré avec leurs patrons, ont démarré un mouvement pour les refuser, le 18 septembre, à l'appel de la CFDT et de la CFTC, tandis que la CGT et FO du secteur avaient appelé à la grève reconductible à partir du 25 septembre.

Il est impossible de dire ce qu'il adviendra de ces mobilisations, mais c'est par la pression des militants dans les syndicats, des travailleurs et des jeunes eux-mêmes, prenant leurs affaires en main et désireux de contrôler leurs luttes, que pourra se construire l'unité nécessaire de la classe ouvrière et de ses organisations, pour peu que celles-ci soient placées sous le contrôle démocratique du mouvement. Y travailler, y contribuer, c'est en même temps reconstruire une conscience de classe, la conscience que les intérêts des travailleurs et des capitalistes sont inconciliables, la conscience que la classe ouvrière est capable d'exproprier les capitalistes et de faire tourner l'économie pour satisfaire les besoins de tous et toutes. □

Budget: une logique de de rupture

PAR HENRI WILNO

«C'est un budget pour tous les Français», a déclaré sans rire le ministre de l'économie, Bruno Le Maire. En fait, le budget 2018 est un élément d'une politique globale qui tourne le dos à toute prétention égalitaire.

Le budget annuel de l'Etat est l'expression d'une politique. Analyser le premier budget de l'ère Macron n'est pas un exercice facile. La solution la plus simple serait de mettre l'accent sur la continuité avec les exercices antérieurs: austérité, compression des dépenses, focalisation sur la réduction du déficit des finances publiques (c'est-à-dire de l'ensemble constitué par l'Etat, les organismes sociaux et les collectivités territoriales). Mais ce serait un point de vue trop schématique et donc erroné.

Il faut prendre au sérieux ce que dit le gouvernement. Bruno Le Maire, ministre de l'économie a ainsi déclaré (dans un entretien au Monde du 18/09/2017): *«ce budget doit faire entrer le pays dans le 21^e siècle. Il assume une transformation forte: alléger les prélèvements sur le capital pour financer notre économie, c'est-à-dire l'investissement et l'innovation, donc les emplois de demain. C'est une rupture complète avec ce qui a été fait depuis trente ans, où l'on redistribuait de l'argent avant de créer des richesses. Nous faisons l'inverse. Nous baisserons les impôts à fin 2018 d'environ 10 milliards d'euros».*

L'EXPRESSION D'UNE POLITIQUE

Effectivement, rupture il y a: les gouvernements français successifs ont pendant des années, pour l'essentiel, fait de l'austérité avec beaucoup de bricolage. Dans le deuxième temps de la présidence Hollande, une première inflexion a eu lieu. Le CICE, l'augmentation des allègements de cotisations sociales employeurs, la baisse de l'impôt sur les sociétés ont en fait signifié un transfert de la charge fiscale des entreprises vers les particuliers, tandis que les lois Macron et El Khomri visaient à «moderniser» certains secteurs économiques (c'est-à-dire à faire avancer le primat de la concurrence) et à faire reculer les droits acquis des salariés.

Une cohérence s'est ainsi esquissée, dont l'impopularité à gauche a enlevé à Hollande toute possibilité de réélection. Avec Macron, le nouveau paradigme est approfondi et encore plus directement ciblé: de ce point de vue, la transformation de l'impôt sur la fortune est significative. Conformément aux vieilles lunes des économistes les plus bornés du 19^e siècle, l'enrichissement est la récompense de la prise de risque et la prospérité des uns, tout minoritaires qu'ils soient, profitent à tous les autres. Comme le dit encore Bruno Le Maire: *«c'est ce qui justifie la suppression de l'ISF (impôt sur la fortune) sur les valeurs mobilières (...) Ces mesures allégeront la fiscalité sur les revenus du capital et vont donc encourager le financement de l'économie française et la création d'emplois.»*

Cette politique, couplée avec les contre-réformes du code du travail, de l'Unedic, des aides au logement, etc., est cohérente. Les dix milliards d'euros de baisse des impôts vont avant tout concerner les plus aisés. L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) a fait un calcul de l'impact des projets fiscaux connus d'Emmanuel Macron: sur les cinq années de son mandat, les 10% de ménages aux revenus les plus élevés vont y gagner en moyenne 1487 euros par an, soit 2,8% de leurs revenus et, parmi eux, ce sont les 1% les plus riches qui empochent le plus.

Aucune autre tranche de 10% ne gagne à ces réformes plus de 352 euros par an et les 10% de ménages aux revenus les plus faibles ne sont bénéficiaires que de 81 euros par an, soit 1,8% de leurs revenus. Seule la baisse de la taxe d'habitation va profiter aux ménages à revenus moyens ou faibles (même si ces derniers bénéficient déjà d'abattements), sous réserve bien sûr de la façon dont elle sera compensée.

La transformation de l'ISF (exemption des valeurs mobilières – actions, livrets

d'épargne, assurance-vie...) va priver l'Etat de plus trois milliards d'euros de recettes (celles-ci passeraient de quatre ou cinq milliards par an à 850 millions) et va profiter aux plus riches des riches: en effet, la fortune des «petits et moyens riches» comprend une plus forte proportion de biens immobiliers (appartements, maisons) que celle des «gros riches» qui détiennent plus de titres financiers. La mise en place du prélèvement forfaitaire unique (PFU) sur les revenus du capital va aller dans le même sens. Au total, les baisses d'impôts vont dépasser dix milliards d'euros. Cette réduction drastique des impôts avait au début de moins de juillet fait hésiter Edouard Philippe: le premier ministre avait semblé annoncer un report à 2019 de certaines mesures. Mais le président a tranché: ce sera pour le budget 2018.

Du coup, on a pu penser que le pouvoir s'était mis lui-même dans un corset de fer qui allait l'étouffer: comment baisser massivement les impôts alors que l'on fait d'une réduction rapide du déficit des finances publiques le critère essentiel de la crédibilité de Macron en Europe? De plus, pour 2017, la Cour des comptes (qui, au lieu de se cantonner à sa tâche de contrôle des comptes des autorités publiques, s'est transformée en gardienne de l'austérité) a sonné l'alarme en dénonçant les ardoises budgétaires cachées de l'ère Hollande. Les deux mois d'été ont donc été marqués par des annonces tous azimuts de réduction des crédits de 2017: baisse de l'APL, réduction du nombre des contrats aidés (c'est-à-dire des suppressions nettes d'emplois dans les associations, l'éducation, etc.), le sacro-saint budget militaire semblant même ne pas devoir être épargné.

LE PETIT REBOND DE CROISSANCE

Dans le même temps était annoncé un blocage en valeur (c'est-à-dire une

baisse compte tenu de la hausse des prix) des dépenses publiques pour 2018. A la mi-septembre, changement de décor. Les prévisions économiques sont révisées légèrement à la hausse, la croissance s'établirait à +1,7% en 2017 (la prévision antérieure était de +1,6%) et continuerait sur cette lancée en 2018. Pas de quoi faire baisser sensiblement le chômage, mais le déficit public passerait à 2,9% du PIB en 2017 (contre 3% attendus) et à 2,6% l'an prochain (contre 2,7% attendus).

Cela permet au gouvernement, tout en maintenant intégralement ses cadeaux fiscaux aux plus riches, de se montrer moins restrictif sur les dépenses du budget 2018. Du coup filtrent jour après jour les annonces d'augmentation (plus ou moins homéopathique) des budgets de certains ministères. Un problème pointe cependant à l'horizon 2019, quand le CICE sera remplacé par un nouvel allègement des cotisations sociales patronales. Le gouvernement a prévenu de longue date que le chevauchement de la dernière année du CICE et du dispositif de baisse de cotisations patronales provoquera une « bosse » du déficit. Jusqu'ici, il espérait malgré tout contenir ce dernier à 2,9% de PIB en 2019. Mais la nouvelle prévision serait désormais de 3%, le seuil fatidique.

Le gouvernement va donc devoir manœuvrer à la godille : un coup pour raboter un peu plus des dépenses, un coup pour lâcher quelques millions d'euros. La marche vers les 2% du PIB consacrés au budget militaire est confortée (voir dans ce numéro, l'article de Claude Serfati). Des mesures sociales dérisoires sont annoncées (relèvement de la prime d'activité, hausses du minimum vieillesse et de l'allocation pour adulte handicapé). Mais le cap est clair : baisse des impôts pour les revenus élevés et les entreprises, délégation aux mécanismes du marché de la solution des problèmes.

C'est particulièrement net pour les deux postes budgétaires sur lesquels vont être faites des économies massives : le logement et l'emploi. Pour ce qui est du logement, un des piliers essentiels de la stratégie gouvernementale est un « choc de l'offre » : un essor de la construction est supposé résulter de l'abaissement des normes de construction et des exonérations fiscales visant à inciter les propriétaires de terrain à en mettre davantage sur le marché. Les locataires, eux, auront

droit à la baisse des APL et les organismes de HLM devront baisser leurs loyers (en contrepartie d'un taux d'intérêt du livret A qui sera fixé à 0,75%, donc inférieur à l'inflation – les fonds des comptes d'épargne étant en partie destinés à financer les organismes de HLM).

primer certaines fonctions utiles ou même indispensables. Après ce plan social digne du privé, resteront les piliers clairement libéraux de la politique de l'emploi : les exonérations de cotisations sociales patronales (qui vont augmenter car le CICE sera transformé en exonération), la remise en cause du



Darmanin et Le Maire : les finances, le budget et l'économie entre les mains de deux ex-dirigeants UMP/LR... en totale symbiose avec Macron.

UN BUDGET AU SERVICE DU MARCHÉ

Quant à la politique de l'emploi, les économies seront massives sur les contrats aidés. Les contrats aidés (contrats spécifiques – souvent des CDD – pour lesquels l'embauche donne droit à la prise en charge d'une partie importante du salaire par l'Etat) sont un des instruments traditionnels de la politique de l'emploi française. Ceux du secteur non marchand (associations, communes, établissements scolaires) ont connu un développement considérable : ils permettent d'amortir les hausses du chômage, ce qui fait qu'à la veille de chaque élection importante les gouvernements y recourent. Ce sont des emplois précaires mal payés mais qui permettent souvent de répondre à des besoins essentiels, comme l'accompagnement des élèves handicapés.

Le gouvernement a utilisé l'argument de la mauvaise qualité de ces emplois pour comprimer drastiquement le volume des contrats aidés : de 460 000 en 2016, leur nombre passerait à 320 000 en 2017 et moins de 200 000 en 2018. Résultat, des chômeurs ou des salariés actuels sur ces contrats vont perdre des perspectives d'emploi et des associations, communes, etc., vont devoir sup-

primer certaines fonctions utiles ou indispensables « Travail » et les pressions sur les chômeurs pour les contraindre à accepter n'importe quel emploi, ou plus exactement morceau d'emploi, à l'instar de qui a été mis en place en Allemagne.

Aux mesures contenues dans le budget de l'Etat s'ajouteront les compressions des dépenses de santé et de protection sociale et celles des dotations aux collectivités locales. Au total, le gouvernement fera payer des baisses d'impôts, qui profiteront au premier chef aux détenteurs de capitaux (par la suppression de l'ISF pour les patrimoines mobiliers et le prélèvement forfaitaire unique pour les revenus du capital), aux couches populaires par un recul massif de transferts sociaux via la sécurité sociale, la politique du logement et les emplois aidés. Les couches populaires seront par ailleurs les plus affectées par la dégradation des services rendus par les communes, les associations, les hôpitaux publics – les revenus élevés ayant toujours les moyens de se retourner vers le privé. Le 21^e siècle version Macron, c'est du sang, de la sueur et des larmes pour le peuple et des douceurs pour les riches. □

Une politique sécuritaire XXL

PAR RÉGINE VINON

Le gouvernement de Macron restera, entre autres sales coups portés à la population dans son ensemble, celui qui aura fait entrer dans le droit commun nombre de dispositions de l'état d'urgence, sous prétexte de lutte contre le terrorisme.

Aboutissement de neuf lois votées en cinq ans, la dernière loi «renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme» adoptée fin septembre est totalement liberticide, puisqu'elle confère à l'autorité administrative, préfets et policiers, des pouvoirs extrêmement étendus, en passant par-dessus tout contrôle judiciaire. Tout à fait dans la manière de Macron : après avoir prorogé l'état d'urgence jusqu'en novembre 2017, il déclarait qu'on ne pouvait vivre en permanence sous ce régime. Nobles paroles. Mais qui ont immédiatement trouvé leur traduction dans la transposition de l'état d'exception dans la loi !

Outre cette loi, le gouvernement reprend à son compte les coups de menton de la droite en souhaitant durcir les peines de prison et en affirmant que «la sécurité est la première de nos libertés». Il reprend la formule de «tolérance zéro lorsqu'il s'agit de sécurité», demande aux juges une plus grande fermeté, se prononce contre les aménagements de peine. Les prisons sont déjà au bord de l'asphyxie ? Qu'à cela ne tienne : 15 000 nouvelles places sont prévues, cela donnera du travail aux bétonneurs. Un véritable copier-coller de la politique sécuritaire américaine. Au point que le *New York Times* s'en est ému : «l'absence d'un rôle pour le judiciaire qui pourrait contrôler le pouvoir général de l'exécutif est troublante», y lit-on dans un article intitulé «Les pouvoirs sans entraves d'Emmanuel Macron».

Le nouveau texte de loi anti-terroriste a fait l'objet de très nombreuses critiques, notamment celle émanant de 300 universitaires et chercheurs ayant signé, en juillet, un texte publié sur les sites de Mediapart et de Libération. Plus de 500 personnalités du droit y adhèrent à ce jour, dénonçant

un «projet de loi qui hypothèque les libertés de tous de manière absolument inédite» en inscrivant dans le droit ordinaire les principales mesures autorisées à titre exceptionnel dans le cadre de l'état d'urgence. Une professeure honoraire au Collège de France dénonce l'évolution du droit pénal qui impose des mesures «à une personne non pas pour la punir d'un crime qu'elle a commis, mais pour prévenir ceux qu'elle pourrait commettre».

LES QUELQUES GARDE-FOUS DU SÉNAT TOUS RETOQUÉS

Toute la philosophie de la loi est ainsi résumée, et va à l'encontre des protections les plus élémentaires garanties dans un régime démocratique. Il s'agira dorénavant, au prétexte de prévenir des attentats, de poursuivre et incarcérer quelqu'un du fait d'une opinion, avant tout passage à l'acte. De quoi satisfaire les plus ardents défenseurs d'une société policière. Sous l'autorité des préfets et en dehors de toute procédure judiciaire, il reviendra à la DGSI (ex-DST), à l'aide de ses fameuses «fiches S» qui ont largement démontré leur manque de sérieux et de fiabilité, aux policiers qui auraient un vague soupçon sur quelqu'un, de placer sous écoute, surveiller, perquisitionner ou assigner à résidence.

Même le Sénat, qui n'est pourtant pas connu pour être un repaire de défenseurs des droits de l'homme, a trouvé que ce texte allait trop loin, et a essayé d'y mettre quelques garde-fous. Par exemple, en limitant les motifs permettant à un préfet de fermer un lieu de culte dans les cas où des propos, des écrits ou activités s'y déroulant inciteraient à la violence, à des actes de terrorisme ou à leur apologie. Le gouvernement a réintroduit les notions plus larges d'idées ou théories diffusées, une façon de remettre en cause la liber-

té d'opinion.

De même, s'agissant des mesures dites de «surveillance» : contrairement au régime de l'état d'urgence, la loi prévoit que le périmètre d'assignation d'une personne ne pourra être inférieur à celui de la commune. Le Sénat avait ajouté une restriction en limitant à trois par semaine le nombre de pointages obligatoires au commissariat de police ou à la gendarmerie. Le gouvernement est revenu à un pointage quotidien. Et il a aussi voulu disposer de six mois au lieu de trois pour réunir des documents visant à prolonger une assignation – plus que ce que prévoyait l'état d'urgence.

Le Sénat avait enlevé l'obligation pour une personne de fournir les identifiants de tous ses moyens de communication électronique – téléphone, réseaux sociaux, adresse mail ; le gouvernement l'a réintroduite. Les palpations de sécurité seront autorisées dans des périmètres définis par le préfet à l'occasion de grands événements. Ces pouvoirs de fouille étaient jusque là soumis à une réquisition judiciaire. Le Sénat avait limité aux abords «immédiats» du périmètre le déploiement de ces pouvoirs. Bien trop restrictif pour le gouvernement, qui a supprimé cette limite. Les contrôles dans l'espace Schengen, qui devaient prendre fin au 1^{er} novembre, deviennent permanents.

UN ÉTAT D'EXCEPTION PÉRENNISÉ

Tous les citoyens seront dorénavant contrôlés lors de leurs déplacements à l'étranger, à travers notamment le fichier PNR (Passenger Name Record), dont la durée de conservation est de cinq ans, ce qui est jugé énorme par tous les juristes. Lesquels pointent du doigt le fait que ces mesures sont contournables par les réseaux terroristes et criminels, et que seules les in-

formations sur les déplacements de l'ensemble des citoyens sont ainsi conservées par les Etats. Ces mesures désignent chaque citoyen comme suspect potentiel, « non seulement au regard des actes réprimés par la loi (...) mais aussi de ceux qui seraient susceptibles d'être réprimés à l'avenir, par des gouvernements plus autoritaires. La liste des informations recueillies, dès le stade de la réservation puis au moment de l'enregistrement, fait de cet outil un fichier de population auquel il convient de s'opposer, comme l'a fait pendant plusieurs années la commission libertés civiles du parlement européen », souligne le Syndicat de la magistrature.

La loi permet aux préfets d'assigner des personnes à résidence et de les contraindre à déclarer leurs identifiants pour tout moyen de communication électronique, sans passer par un juge, la seule obligation étant d'informer le procureur de Paris. « Ces mesures sont plus larges que celles qui existaient dans l'état d'urgence », souligne Virginie Duval, présidente de l'Union syndicale des magistrats (USM), majoritaire dans la profession. Elle constate aussi que cette disposition n'existait même pas dans le cadre d'un contrôle judiciaire.

La loi étend aussi le périmètre dans lequel la police peut effectuer des vérifications d'identité sans feu vert de la justice. Et pas qu'un peu, puisqu'il s'agit d'un territoire englobant les deux tiers de la population, selon le journal *Le Monde*. Ces personnes n'auront donc plus la liberté d'aller et venir. La police gagnera en liberté d'ac-

tion en s'affranchissant de la justice. En droit commun en effet, les contrôles doivent être ordonnés par le procureur dans un lieu et pour une durée déterminés. Le pouvoir judiciaire est de fait mis à l'écart, au profit du ministère de l'Intérieur. « Le préfet à la manœuvre dans la restriction des libertés individuelles, c'est inédit dans le paysage européen », déclare Me William Bourdon, ex-secrétaire général de la Fédération internationale des droits de l'homme, actuellement président de Sherpa, dont l'objet est de défendre les victimes de crimes commis par des opérateurs économiques. Il dénonce une loi liberticide, aux côtés de la Ligue des droits de l'homme, d'Amnesty International, de Human Rights Watch ou encore du Défenseur des droits, Jacques Toubon. En fait, c'est l'immigration clandestine qui semble visée par ces dernières mesures de contrôle au faciès renforcé et légal. « Nous reconduisons beaucoup trop peu », a d'ailleurs déclaré Macron devant les préfets. Cette loi permettra le maintien des contrôles aux frontières intérieures, en particulier franco-italienne. On le voit déjà avec l'attitude de la police vis-à-vis des migrants, ces contrôles sont particulièrement discriminatoires. Non fondés sur le comportement d'une personne, mais sur la couleur de sa peau, ces contrôles vont pouvoir se multiplier un peu partout à l'égard notamment de personnes qui font déjà l'objet de contrôles intempestifs.

Comme si cela ne suffisait pas, les personnes simplement soupçonnées d'apologie du terrorisme ou qui auraient donné de l'argent à une per-

sonne ayant tenté de se rendre, par exemple, en Syrie, seront reconnues coupables de complicité avec des terroristes. Un procès s'est d'ores et déjà tenu en septembre vis-à-vis d'une mère ayant envoyé de l'argent à son fils, alors qu'il n'était pas en Syrie, procès où une peine de prison ferme a été requise.

Toute l'architecture de cette loi aggrave les dispositions de l'état d'urgence, en donnant de plus amples pouvoirs au ministère de l'Intérieur et en rendant très flous les motifs de surveillance, de perquisition ou d'assignation à résidence. En fait, nous sommes tous devenus des ennemis potentiels qu'il conviendrait d'empêcher de passer à l'acte. Au début de l'état d'urgence, nous avons déjà pu constater les dérives des services de police, qui se sont servis de leurs pouvoirs étendus pour empêcher toute contestation lors de la COP21, lorsque des assignations à résidence contre des militants écologistes se sont multipliées, censurées a posteriori, pour beaucoup, par la justice. D'ailleurs, la façon dont les choses sont formulées ne laisse nulle place au doute : sont désignées des personnes dont il existerait des raisons sérieuses (et non des indices) de penser que leur comportement (et non leurs actes) constitue une menace d'une particulière gravité pour la sécurité et l'ordre publics, cette notion étant extrêmement large. Des obligations de déclarer son domicile et tout changement de domicile, ainsi que de signaler les déplacements à l'extérieur d'un périmètre (au minimum celui d'une commune) peuvent être imposées à n'importe qui. Elles peuvent être prononcées pour une durée de six mois, renouvelable sans limite (comme c'est le cas sous l'état d'urgence) sur la base d'éléments nouveaux ou seulement complémentaires.

La politique sécuritaire de Macron est à l'image de son gouvernement de riches, en guerre contre les pauvres. Il se dote d'un arsenal législatif lui permettant de s'en prendre indistinctement à qui lui ferait de l'ombre. Nous sommes tous concernés par ces mesures liberticides qui, pour l'instant, visent essentiellement les immigrés qui vont subir une chasse au faciès encore plus féroce, mais qui sont faites pour ratisser très large. On ne donne pas impunément tant de pouvoirs à la police, pour ne pas être tentés de s'en servir contre tous ceux qui contestent l'ordre social. □



Protection sociale, le big bang réactionnaire

PAR S. BERNARD

Depuis la création de la Sécurité sociale en 1945, les employeurs se plaignent du coût du travail. Ils ont toujours expliqué qu'il n'avaient pas à payer des cotisations sociales pour des prestations « sans aucun lien avec le travail ». Mais maintenant Macron les séduit.

Il veut rapidement mettre en application son programme sur le financement et les structures des branches maladie et retraite de la Sécurité sociale et de Pôle emploi. Ses contre-réformes répondent totalement aux revendications patronales et parachèvent les mesures des différents gouvernements qui ont précédé. Ceux-ci n'ont cessé de prendre des dispositions afin de réduire les dépenses (multiples déremboursements des prestations de santé, reculs successifs de l'âge de départ à la retraite et baisse des pensions, modulation des allocations familiales...), les encadrer (création d'une loi de financement de la Sécu en vigueur depuis 1996), les sortir du champ de la Sécu (développement des complémentaires santé, des plans d'épargne retraites...), diminuer la part patronale des cotisations (baisse de leur montant, exonérations) et modifier les modalités de financement (création de la contribution sociale généralisée – CSG – et fiscalisation).

Mais le patronat exige toujours plus, l'allègement des « charges » ne lui suffit plus. Désormais, il exige la suppression pure et simple des cotisations sociales chômage, retraites, maladie. Le gouvernement prépare donc un grand chamboulement de la protection sociale¹. Il veut non seulement détruire la base de l'édifice, son financement, mais aussi son organisation. Si elles aboutissent, les réformes annoncées détruiront des acquis sociaux de plus d'un demi-siècle.

SALAIRE SOCIALISÉ OU CSG, UN ENJEU DE LA LUTTE DE CLASSE

Le salaire socialisé, la cotisation sociale est un enjeu primordial du rapport entre le capital et le travail, puisque c'est un prélèvement sur la richesse créée dans l'entreprise par le travail qui ampute le

profit. Par contre, la CSG est prélevée sur les salaires et les revenus de remplacement, elle préserve le profit. Sa fonction est identique aux exonérations des cotisations sociales « patronales » (environ 30 milliards d'euro par an), compensées à 90% par l'impôt : alléger la contribution du patronat au financement de la Sécu et transférer le financement sur les particuliers.

vaient à 488,9 milliards d'euros sur un total de 701,2 milliards de recettes (32% du PIB).

En 1983, 93% des ressources de la Sécurité sociale provenaient des cotisations sociales. En 2015, cette part était réduite à 56,7%. La fiscalité représente désormais plus du tiers des ressources du régime général (salariés du privé), contre 3% avant la création de la CSG en 1991.



Agnès Buzyn lors du « passage des pouvoirs » avec celle qui l'a précédée au ministère de la santé, Marisol Touraine : parachever sous Macron la destruction de la sécurité sociale. DR.

L'enjeu représente des centaines de milliards d'euros. En 2015, les cotisations affectées à la protection sociale s'éle-

La part des cotisations sociales affectées à la branche maladie est minoritaire (45,9% des recettes).²

Les gouvernements de gauche et de droite ont expliqué que la CSG permet d'élargir l'assiette (la base) du financement de la Sécurité sociale en faisant payer les revenus financiers. Or, en 2016, 70% de la CSG sont prélevés sur les salaires, 20% sur les revenus de remplacements (pension de retraites, indemnités maladies, allocations de chômage...) et 10% sur les revenus du capital des particuliers. Les revenus financiers des entreprises n'y sont pas soumis. Les revenus du patrimoine et les placements des particuliers (dont les comptes et plans d'épargne logement) sont taxés à 10%. Par contre, les revenus financiers des entreprises n'y sont pas soumis. La CSG rapporte plus d'argent que la cotisation sociale, essentiellement en faisant contribuer les retraités, les chômeurs, les malades...

De plus, la CSG est encore plus inégalitaire que l'impôt sur le revenu car proportionnelle aux revenus, alors que l'IR est considéré comme progressif (ce qu'il est de moins en moins avec la réduction du nombre de tranches de 14 en 1983 à 5 actuellement). Ainsi, les 10% des contribuables les plus riches paient 70% de l'impôt sur le revenu, mais ne contribuent à la CSG qu'à hauteur de 34%.

DES ALLÈGEMENTS DE «CHARGES» AUX CONTRE-RÉFORMES

Le gouvernement Philippe applique les mêmes recettes que Rocard, qui avait «compensé» la création de la CSG (1,1% à l'époque) par la diminution de la cotisation retraite de 7,6% à 6,55%, soit une diminution de 1,05%. La CSG a ensuite augmenté par paliers successifs: 2,4% en 1993, 3,4% en 1997, 7,5% en 1998. Une hausse de 1,7 point est annoncée pour le 1er janvier 2018. Elle sera donc de 9,2% sur les salaires et de 8,3% sur les pensions, soit une augmentation de son montant de 22,67% pour un salarié et de 25,76% pour un retraité (et non pas de 1,7% comme l'affirment les médias).³ En «compensation», le gouvernement prévoit de supprimer totalement la part salariale des cotisations chômage (2,40%) et maladie (0,75% du salaire). Pour les fonctionnaires, la cotisation de solidarité de 1% serait retirée. Les plus grands perdants seront les retraités; le gouvernement leur promet l'exonération de la taxe d'habitation, une mesure qui serait appliquée à partir de 2018 et... jusqu'en 2022. Après avoir asséché progressivement les cotisations «salariales», le but est d'étendre cette mesure à la part «patronale» jusqu'à l'extinction des cotisations. La direction de la Sécurité sociale, qui as-

sure la tutelle de l'Etat sur ses organismes, fait le point sur les exonérations de cotisations: «avec la mise en œuvre du pacte de responsabilité en 2015, les entreprises sont aujourd'hui totalement exonérées des cotisations patronales de sécurité sociale pour les risques famille, maladie, vieillesse et accidents du travail (dans la limite d'un point), ainsi que de la contribution de solidarité pour l'autonomie et de la cotisation au fonds national d'aide au logement (Fnal) pour leurs salariés rémunérés au Smic. Elles bénéficient par ailleurs du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui équivaut à une baisse de 6 points de leurs cotisations sociales. Ces dispositifs contribuent également à réduire le coût du travail pour les salaires au-delà du Smic, de manière dégressive (...) Depuis le 1er avril 2016, avec la mise en place du volet 2 du pacte de responsabilité, l'allègement de cotisations familiales est étendu pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 Smic».⁴

Le prélèvement à la source de l'impôt, reporté au 1er janvier 2019, pourrait être le prélude à la fusion impôt sur le revenu-CSG et à la fiscalisation totale du financement de la Sécurité sociale. Inclues dans le budget de l'Etat, les ressources auparavant destinées à la protection sociale pourraient servir à tout autre chose alors qu'actuellement, la CSG est affectée à la protection sociale par dérogation à la loi qui interdit l'utilisation d'une recette déterminée pour le financement d'une dépense déterminée. C'est la voie ouverte à d'importantes diminutions des ressources et à la privatisation de la Sécu.

LES CHÔMEURS GRAVEMENT PÉNALISÉS

Macron veut que les artisans, commerçants indépendants, entrepreneurs, professions libérales agriculteurs, et une fois tous les cinq ans les salariés démissionnaires après cinq ans d'ancienneté dans l'entreprise, aient accès à Pôle emploi. Mais quelles allocations l'ensemble des chômeurs toucheront-ils? Le financement ne serait plus basé sur les cotisations reposant sur les salaires, mais sur la CSG reposant sur la population. L'Unedic serait nationalisée et la gestion paritaire assurée par les syndicats et le patronat serait remplacée par la gouvernance de l'Etat. Le gouvernement accélère la mise en œuvre, il a annoncé que la majeure partie des cotisations salariales chômage (et maladie) serait remplacée par la CSG dès le 1er janvier 2018, le reliquat prenant effet à l'automne de cette même année.⁵

L'accès à l'assurance chômage étendue pour toute la population active aurait un

coût très important, estimé à plusieurs milliards d'euros. Pour faire face à cette dépense, les mesures d'«économie» annoncées dans le programme de Macron sont confirmées: après «deux refus d'offres d'emploi décentes (?) ou une intensité de recherche insuffisante», les indemnités seront suspendues. Cette règle qui existe déjà devra être systématiquement appliquée. La durée d'indemnisation serait ainsi être sérieusement écourtée et le chômeur aurait le «choix» entre la déqualification ou le RSA.

La «filière senior» prévoyait que les personnes de plus de 50 ans bénéficiaient de trois ans d'indemnisation, au lieu de deux. Depuis le 1er septembre 2017, cette mesure concerne les plus de 55 ans, et Macron veut que ce soit à partir de 59 ans. Les demandeurs d'emploi retrouvant un emploi à temps partiel pouvaient cumuler leur salaire avec une partie de l'allocation chômage pendant toute leur indemnisation soit deux ans, cette durée serait désormais limitée à douze mois. L'universalité de l'assurance chômage aurait d'autres conséquences qui ne sont pas dévoilées dans le programme de Macron. Le montant de l'«allocation d'aide au retour à l'emploi» (ARE), versée par Pôle emploi, dépend du montant des cotisations calculé sur les salaires des périodes d'activité précédant le chômage. La logique du système universel devrait logiquement aboutir à un changement du mode de calcul. Les allocations universelles pourraient ainsi être versées avec un montant plus faible et pendant une durée moindre. L'ARE pourrait se rapprocher peu à peu de «l'allocation de solidarité spécifique» (ASS) versée aux chômeurs en fin de droits sous condition d'avoir travaillé au moins cinq ans dans les dix dernières années. Son montant uniforme est actuellement de 489,60 euros mensuels.

LES RETRAITÉS DANS LES PIÈGES DU SYSTÈME À COMPTE NOTIONNEL

Macron veut faire voter en 2018 une réforme des retraites qui concernerait les nouveaux retraités d'ici cinq ans, et serait pleinement effective dans dix ans. Il veut mettre progressivement en place un dispositif universel, il n'y aurait plus qu'un seul régime inspiré du modèle suédois. Actuellement, le montant des pensions est calculé sur les quinze meilleures années. Avec cette réforme, les cotisations versées



donneraient droit à des points, le montant de la retraite dépendant non seulement du nombre de points cumulés durant les carrières mais aussi de l'espérance de vie de la génération du salarié, ainsi que du taux de croissance de l'économie. Le taux de remplacement ne serait pas connu à l'avance, les retraités n'auraient donc aucune garantie quant au montant des pensions. En Suède, avec ce système, le niveau des pensions a baissé en 2009, en 2010 puis en 2014. A partir de 61 ans, âge où il est théoriquement possible de partir en retraite, mais avec des pensions généralement très basses, les salariés sont confrontés à des dilemmes : prolongation de l'activité salariée pour bénéficier de points supplémentaires ou départ en retraite sans garantie sur le montant de la pension. Les Suédois cotisent aussi obligatoirement à de nombreuses retraites complémentaires, mais sans plus de garanties car une part des cotisations affectées est capitalisée, le plus souvent placée en actions. Ainsi, en 2008, la valeur annuelle des fonds capitalisés a baissé de 34,5% ! Pour faire la promotion des retraites à compte notionnel, Macron a affirmé que c'est le système le plus égalitaire parce qu'«un euro cotisé donne lieu aux mêmes droits pour tous»...

SANTÉ : PAROLES ET AUSTÉRITÉ !

Agnès Buzyn, la ministre « des solidarités et de la santé », a présenté le 18 septembre sa stratégie nationale de santé pour les cinq ans à venir. Pour donner « un cap à [sa] politique de santé », elle prétend développer la prévention et la promotion de la santé dès l'enfance, avec une approche par déterminants plutôt que par pathologies. Cette approche doit dépasser largement le seul domaine de la santé pour être « un objectif de toutes nos politiques, qu'elles soient éducatives, environnementales, agricoles, sportives ou judiciaires ». Buzyn veut accroître « la pertinence et la qualité des soins », notamment par un plan de lutte contre les déserts médicaux, et lutter contre les « inégalités sociales et territoriales d'accès aux soins ». Pour cela, elle réfléchit à l'évolution de la tarification à l'activité. Après une concertation auprès des représentants du secteur de la santé, des élus et des usagers, cette stratégie de santé doit être définitivement adoptée avant le 31 décembre 2017, à travers un

décret. De belles intentions, mais il n'est pas possible d'applaudir. Agnès Buzyn est une habituée des déclarations généreuses, contredites par la réalité de sa politique.⁶ Aucun de ses actes de ministre ne montre une rupture avec la politique de ses prédécesseurs. Il n'est pas possible de mener une politique de santé ambitieuse en réalisant durant le quinquennat « 25 milliards d'économies sur la sphère sociale dont 15 milliards sur l'assurance maladie », comme Macron l'a déclaré au journal *Les Echos*. Les Agences régionales de santé seront chargées d'appliquer cette politique à partir du deuxième semestre 2018, nous ne doutons pas de leur vigilance afin qu'elle entre dans le cadre budgétaire imposé par la loi de financement de la Sécu, comme elles savent si bien le faire pour les hôpitaux et les Ehpad, au détriment des professionnels de santé et des patients. Les Echos ont annoncé 4 mil-

liards d'économie et bénéficie à ce titre du droit à la prise en charge de ses frais de santé. Malgré ce dispositif, le nombre des personnes renonçant à des soins pour des raisons financières reste très élevé : un quart des assurés sociaux (26,5% exactement) ont renoncé à se faire soigner en 2016, selon l'Observatoire des non-recours aux droits et services, mandaté par la Caisse nationale d'assurance-maladie. L'aboutissement : assistance et privatisation. La couverture sociale universelle financée par l'Etat via l'impôt, sous prétexte du refrain bien connu « l'Etat doit faire des économies face à la concurrence », versera des prestations de plus en plus faibles : le minimum vieillesse sera généralisé, un panier de soins encadrera les dépenses remboursables. Ce système d'assistance sera complété par des assurances complémentaires qui pratiqueront des tarifs différenciés afin

L'un des groupes prêts à mettre la main sur le grand et juteux marché de la protection sociale... DR.



liards d'économie, l'ambition de Mme Buzyn risque fort d'être réduite à portion congrue...

Pendant ce temps, d'autres ministres sont plus prosaïques. Ils échafaudent un projet concret pour une assurance maladie universelle financée par la CSG, qui aurait pour conséquence la disparition de tous les régimes spéciaux et particuliers de sécurité sociale, sans qu'il y ait la moindre garantie d'un alignement des prestations vers le haut. Ce processus a déjà commencé pour la branche maladie, l'affiliation à l'assurance n'est plus conditionnée à une activité salariée : depuis le 1^{er} janvier 2016, toute personne qui travaille ou réside en France de manière stable et régulière relève de la pro-

d'offrir le « choix des services ».

Depuis quelques années, les assureurs fusionnent et se battent pour gagner des parts des marchés de la santé et des retraites. Par des absorptions et fusions, notamment avec des mutuelles, de grands « groupes de protection sociale » (AG2R, La Mondiale, Malakoff Médéric, Humanis...) prennent en charge les prestations complémentaires, retraites et maladie. Il ne resterait plus, selon eux, que cinq ou six groupes d'ici quelques années, prêts à concurrencer ou à se substituer à la Sécu.

Code du travail et protection sociale, reculs sociaux, leur système nous n'en voulons pas. Des batailles à mener ensemble ! □

Macron, Jupiter militaire

PAR CLAUDE SERFATI

Immédiatement après la cérémonie officielle d'investiture qui s'est tenue le 14 mai au matin à l'Élysée, Emmanuel Macron a effectué la descente des Champs-Élysées sur un camion militaire produit par une filiale de Renault Trucks Défense. Il s'est ensuite rendu «au chevet des soldats blessés au combat (...) pour défendre notre nation et la liberté dans le monde», a indiqué son entourage.¹

Personne ne devrait être surpris. Le nouveau chef de l'Etat, comme la quasi-totalité des candidats à la présidentielle, a fait de la défense une priorité et pris l'engagement d'augmenter son budget à hauteur de 2% du PIB. Cet objectif est celui fixé au sommet de l'OTAN au Pays de Galles en 2014, à l'issue duquel les pays membres se sont engagés à s'en rapprocher d'ici à 2024, avec une proportion d'au moins 20% de leur budget de défense consacrée à l'acquisition d'équipements militaires majeurs. Les pays membres de l'OTAN ont effectivement déjà augmenté leur budget de défense au cours des dernières années, et son secrétaire général, Jens Stoltenberg, s'en est félicité car «nous marchons dans la bonne direction en ce qui concerne le partage du fardeau et des dépenses militaires.»²

Cet objectif de 2%, utilisé comme un slogan, n'a pas grande signification sur le plan statistique comme le reconnaît un rapport du Sénat, qui considère toutefois que son principal avantage est d'être «politiquement mobilisateur».³ En somme, de justifier la poursuite des hausses du budget militaire.

«LA GRANDE MUETTE»⁴ PARLE ET OBTIENT GAIN DE CAUSE

La démission du général de Villiers, chef d'état-major des armées (CEMA), a beaucoup fait parler. Selon le général Vincent Desportes, ce clash De Villiers-Macron serait «la plus haute crise politico-militaire en France depuis le putsch des généraux en 1961». C'est aller un peu vite en besogne car la situation est très différente. Il y a soixante ans, sur fond de divergences sur la façon de faire face à la lutte pour l'indépendance du peuple algérien, l'affrontement entre de Gaulle et les généraux factieux reflétait l'antagonisme

entre deux options rivales sur la place de l'armée en France : réaliser directement un coup d'Etat sur un mode connu en Amérique latine – c'était la position des généraux soutenus par l'OAS – ou installer légalement, profondément et durablement l'armée au cœur de la 5^e République. L'arrivée au pouvoir du général français le plus célèbre, qualifiée de «coup d'Etat permanent» par François Mitterrand, a réglé la question de la place de l'armée dans la société française.

Soixante ans après, elle est solidement installée dans l'appareil d'Etat. L'accord total entre la droite et la gauche sur la place de l'institution militaire est conforté aujourd'hui par leur vision commune sur la place de la France dans l'ordre géopolitique mondial et le dispositif sécuritaire à l'intérieur du pays. On peut dire de l'armée qu'elle «est chez elle» dans la 5^e République.

Loin de la crise de 1958, il est difficile de voir où se situe aujourd'hui la «crise politico-militaire» annoncée par la démission du CEMA. Dans son intervention devant la commission de défense (12 juillet 2017), le général de Villiers a déclaré que pour 2018, «le socle budgétaire ressort à 34,8 milliards d'euros». Réponse du chef de l'Etat : «Dès 2018, le budget de la défense va rebondir, passant de 32,7 milliards à 34,2 milliards d'euros». Peut-on sérieusement penser qu'une crise soit ouverte pour 600 millions d'euros, alors même que l'augmentation du budget 2018 sera de 1,8 milliard par rapport à celui de 2017?

D'autant plus que des hausses aussi considérables que celles de cette année devraient se poursuivre, la ministre de la défense annonçant +1,6 milliard d'euros par an d'augmentation⁵ jusqu'en 2022.

La réalisation des 2% du PIB en 2025 est donc en bonne voie. Afin de donner une idée des masses financières en jeu, on peut à titre d'exemple préciser que les crédits affectés à une «politique du livre conquérante» (sic) inscrits au budget de la culture 2018 s'élèveront à 260 millions d'euros, dont 80 pour les bibliothèques. La focalisation sur la démission du CEMA ne doit donc pas cacher l'essentiel : la voie des augmentations des dépenses militaires dans les prochaines années s'est encore élargie.

Alors que l'avenir s'annonce prometteur pour les militaires, le passé n'est pas aussi sombre que ceux-ci ne cessent de le dire. Selon eux – et les industriels du secteur – le budget de la défense aurait

Evolution de différents postes de dépenses publiques

	Evolution 2007-2015 (en %)
Total des dépenses de l'Etat	14,3
Défense	21,2
Services de police	21,2
Enseignement	11,8
Logements et équipements collectifs	- 31,9
Services hospitaliers	- 4,7

Source : les comptes de la nation 2015





été utilisé comme une «variable d'ajustement». Un regard sur les deux dernières décennies indique que les évolutions des personnels de la défense ont mieux résisté que de nombreux autres ministères. Ainsi entre 1998 et 2014, les effectifs de la fonction publique sous statut civil ont diminué de 23%, contre une baisse de 4% pour les effectifs militaires.⁶ Le tableau reproduit à la page précédente indique que sous les quinquennats Sarkozy et Hollande (les données disponibles s'arrêtent à 2015), les dépenses militaires et de police ont plus augmenté que les dépenses totales de l'Etat, et à un taux de croissance deux fois plus élevé que les dépenses d'éducation. Au cours de la même période, les dépenses consacrées aux hôpitaux et au logement ont par contre considérablement diminué. On sait par ailleurs qu'une nouvelle augmentation des dépenses militaires s'est produite depuis 2015. De sorte que la hausse qui avait déjà été actée en 2013 pour la Loi de programmation militaire (LPM) 2014-2019 a été amplifiée après les attentats de 2015, au point qu'à mi-parcours, les objectifs de dépenses militaires inscrits dans la LPM sont réalisés... à 102%. Voilà au moins un domaine d'activité du quinquennat où les objectifs sont plus que dépassés. Et comme on vient de le voir, le quinquennat Macron amplifiera encore ces hausses. On comprend que les industriels de l'armement aient plébiscité Hollande et son ministre de la défense. En leur nom, Serge Dassault, a déclaré: «*merci, M. Le Drian, merci M. Hollande pour tout ce que vous faites, pas seulement pour nous, pour toutes les exportations*».⁷

LE «MOMENT 2008» ET L'INTENSIFICATION MILITARISTE DE LA FRANCE

Le chef d'état-major de l'armée de terre a récemment rappelé que les 11 000 hommes supplémentaires octroyés par le président de la République en 2015 permettront de refaire une opération extérieure de grande envergure, s'il le fallait, à l'été 2018 et il a ajouté que cela motive plus ses hommes que l'opération Sentinelle.⁸ L'interventionnisme militaire déjà amplifié depuis la fin des années 2000 pourra donc s'accélérer grâce à ces mesures. Quatre ans après la promesse d'une «*victoire totale contre le ter-*

rorisme» faite par Hollande lors de la décision d'intervenir au Mali en 2013, on peut juger qu'elle a aussi peu de réalité que la promesse identique faite seize ans auparavant par G.W. Bush.

Comprendre la résurgence militariste de la France requiert de partir des changements profonds et conjoints qui se sont produits dans l'économie et la géopolitique mondiales. Ils ont provoqué l'émergence d'une conjoncture historique particulière qu'on peut appeler le «moment 2008». La crise financière de 2007-2008 a plongé l'économie mondiale dans une «longue récession» et la domination du capital financier à l'échelle mondiale aggrave la dévastation sociale. Les mouvements populaires se sont multipliés en Afrique et au Moyen-Orient dans des pays dont certains sont sous forte influence économique et militaire de la France (Maghreb et Machrek, Afrique subsaharienne, etc.).

Ce sont ceux-là même qui sont considérés comme prioritaires par les Livres blancs sur la défense et la sécurité nationale (de 2008 et 2013) car les moyens militaires de la France doivent «*pouvoir agir de façon ramassée et concentrée sur les lieux où nos intérêts peuvent être mis en cause*».⁹ Les régions énumérées sont l'aire sahélo-saharienne, la Méditerranée, le golfe arabo-persique et le Liban. Les relations de domination financière, militaire et culturelle construites par la France en Afrique subsaharienne depuis des siècles demeurent aujourd'hui encore absolument déterminantes. Elles continuent d'irriguer différentes composantes de l'appareil d'Etat français (armée, administration, parlement) mais demeurent au moins autant essentielles pour maintenir – avec l'arme nucléaire – le statut international de la France tel qu'il s'exprime dans la détention d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations-Unies.

Ce serait donc une profonde erreur que de sous-estimer la centralité de la Françafrique. Il faut d'abord prendre en compte les bénéfices économiques qu'en retirent les grands groupes français et la rampe de lancement que cette «arrière-cour» de la France constitue pour pénétrer dans les quelques pays en forte croissance de l'Afrique anglophone. Un autre aspect majeur est le rôle essentiel qu'elle joue du point de vue géopolitique et militaire. On signalera sur ce dernier point les «effets d'apprentissage» qu'elle offre pour tester les matériels militaires en «grandeur réelle», améliorer

leurs performances et gagner en expertise des combats dans les zones urbanisées. Les armes, ça sert à faire la guerre. A la fin des années 2000, les dirigeants français ont conduit des guerres dans leur zone d'influence, là où les intérêts économiques et géopolitiques de la France étaient menacés. C'est dans ce contexte que la ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie, avait proposé au président Ben Ali «*le savoir-faire de nos forces de sécurité, qui est reconnu dans le monde entier [et qui] permet de régler des situations sécuritaires de ce type*».¹⁰ Bien que décriée, la «doctrine Alliot-Marie» continue d'être mise en œuvre par les dirigeants français. Comment qualifier autrement les ventes à l'Arabie saoudite et à l'Egypte – et à un certain nombre de régimes en Afrique – d'armes qui sont utilisées pour réprimer les peuples? Ainsi que le détaille un récent article¹¹,



Soldats français de l'opération Barkhane au Mali: un «*avantage comparatif*» et une «*expertise*»... DR.

la France participe à la guerre contre le Yémen par le truchement des armes vendues à l'Arabie saoudite, dont les bombardements sont qualifiés de crimes de guerre par Amnesty International, aux Emirats arabes unis et au Qatar. Un bénéfice collatéral est que certains matériels sont utilisés dans les combats de rue contre les populations, qui font partie de ces guerres de «contre-insurrection» élaborées par les états-majors. Ils complètent ainsi l'expertise indéniable, enviée par les responsables militaires américains, qui est acquise grâce aux interventions de l'armée française en Afrique. La position d'un pays dans l'espace mondial est déterminée par sa «compétitivité» économique et par sa puissance militaire.¹² En ce qui concerne la France,

les dix ans écoulés du « moment 2008 » sont marqués conjointement par la poursuite de son affaiblissement économique et par l'amplification de son cours militariste. Il convient de se tourner vers l'Union européenne (UE), avec laquelle la France réalise une grande partie de ses échanges commerciaux et financiers, pour voir que les dirigeants français tentent d'utiliser la puissance militaire du pays comme un contrepoids utile au déséquilibre croissant qui se manifeste sur le plan économique – et donc dans la « gouvernance » de l'UE – au sein du « couple » franco-allemand qui constitue depuis des décennies un axe politique essentiel de l'UE.

LE MILITAIRE, UN « AVANTAGE COMPÉTITIF » DE LA FRANCE EN EUROPE ?
Ainsi qu'on l'a dit, le statut de la France comme puissance de premier rang, ma-



térialisée par le siège de membre permanent qu'elle détient au Conseil de sécurité des Nations-Unies, repose sur sa présence militaire en Afrique et la possession de l'arme nucléaire. C'est dans ce cadre que les gouvernements français ont toujours envisagé leur position concernant la défense au sein de l'UE. Ce qui ne signifie pas un désintérêt de leur part pour la construction d'une « défense européenne ». Au contraire, les questions industrielles de défense ont été depuis des décennies mises en avant par la Commission européenne, avec le soutien actif des gouvernements français. Ceux-ci ont également poussé à l'inclusion, dans le Traité sur le fonctionnement de l'UE, de dispositions autorisant la mise en place d'une coopération structurée permanente, ouverte à des

Etats disposant de « capacités élevées dans le domaine militaire » et qui veulent aller de l'avant. La présidence Macron et le nouveau *Livre blanc sur la défense et la sécurité* devraient conforter cette possibilité.

Les propositions de la France visent toutes à amplifier la militarisation de l'UE grâce à l'action des pays les plus résolus. Elles pourraient inclure, selon un rapport présenté au Sénat¹³, la création d'un Conseil européen de sécurité et de défense, une augmentation des financements européens destinés aux interventions militaires et aux programmes d'armement, y compris avec l'implication active de la Banque européenne d'investissement. La Commission européenne a également initié, pour la première fois il y a quelques mois, un système de financement pour la recherche de défense, avec un budget de 500 millions d'euros d'ici à 2020. Depuis quelques mois, certains se prennent même à rêver d'un « parapluie nucléaire » européen qui serait ouvert par la France et la Grande-Bretagne.

Il y a toutefois loin de la coupe aux lèvres. Les obstacles demeurent. L'intégration européenne n'a pas aboli l'existence d'espaces nationaux, car les rapports sociaux dominés par le capital demeurent territorialement définis et politiquement construits. Il n'existe pas de « capitalisme mondial », mais un espace mondial structuré par les dynamiques d'accumulation du capital dominé par la finance et un système interétatique hiérarchisé, dominé par « un bloc d'Etats transatlantique » composé des Etats-Unis, des pays membres de l'OTAN et des autres alliances militaires qu'ils ont suscitées. Il sera bien plus difficile de réaliser une « défense européenne » qu'une monnaie unique, car la création de l'euro était un programme politique qui a unifié les classes dominantes européennes, par ailleurs rivales, dans leur offensive contre les salariés. Un des fondements de la construction européenne a d'ailleurs été la mise en place d'un programme offensif contre les travailleurs et la jeunesse. Une autre difficulté pour la réalisation d'une défense européenne intégrée tient au fait que le degré de conviction militariste, tout autant que les capacités militaires pour la mettre en œuvre, sont variables selon les pays européens. Enfin, certains pays choisissent la relation privilégiée avec les Etats-Unis.

L'action de la France en Europe s'inscrit

dans une perspective d'interventions militaires plus nombreuses dans les prochaines années. Autrement dit, les gouvernements français tablent sur le fait que la détérioration économique et le chaos politique qui règne dans certaines parties de la planète « à cinq heures de vol de Bruxelles » obligeront les pays européens à plus d'implication militaro-sécuritaire. A cet égard, le traitement des flux de réfugiés cherchant un asile en Europe renforce les pulsions militaristes de l'UE et donc les pressions sur l'Allemagne.

La perspective d'une implication militaire plus forte de l'UE est également annoncée dans le rapport d'un groupe de travail présidé par Javier Solana : « la probabilité de conflits régionaux de grande ampleur au Moyen-Orient et les conséquences des guerres intra-étatiques en Afrique aux causes multiples, y compris de grandes insurrections politiques »¹⁴ constitueront un facteur d'instabilité majeure pour l'Europe au cours des quinze prochaines années.

L'UE est donc invitée à prendre la posture d'un impérialisme « humanitaire » qui permettrait de réaliser un consensus sur des opérations sécuritaires, telles que les pays européens les multiplient, y compris contre les migrants sur le continent européen ou à son voisinage. L'objectif est de faciliter le compromis entre les pays à forte expérience militariste (la France et la Grande-Bretagne) et ceux qui ont une longue tradition d'action humanitaire (en particulier les pays nordiques), tout en satisfaisant la politique à géométrie variable de l'Allemagne dans ces domaines. Cela implique également de renforcer la présence de la France au sein de l'OTAN, qui constitue un dénominateur commun de la quasi-totalité des pays de l'UE.

LA FACE À PEINE CACHÉE DES DISCOURS « MULTILATÉRALISTES »

La stratégie du gouvernement Macron, dans la lignée de ses prédécesseurs, consiste donc à prendre les initiatives qui maintiennent l'avantage compétitif fourni par la puissance militaire. L'ampleur du « désordre mondial » et l'affaiblissement économique de la France exigent toutefois un exercice d'équilibre





Macron-Jupiter descendant les Champs-Élysées à bord d'un véhicule militaire, lors de son investiture, le 14 mai 2017. DR.

difficile. D'une part, cet avantage compétitif repose sur l'« autonomie stratégique » – expression désormais préférée dans les cercles officiels et leurs penseurs à celle d'« indépendance », qui de toute façon a toujours été limitée même à l'apogée du gaullisme. D'où la hausse des dépenses militaires, une diplomatie orientée vers les ventes d'armes et un surgissement interventionniste. D'autre part, les armées françaises sont évidemment moins capables que les armées américaines de maintenir l'ordre, même au niveau limité d'une région pourtant sous influence militaire très ancienne de la France comme la bande sahélo-saharienne.

Il faut comprendre ainsi l'appel au « multilatéralisme » lancé par Macron dans son discours à l'assemblée générale des Nations-Unies de septembre 2017, qui réaffirme une position adoptée par la diplomatie française depuis des décennies. Le maintien de la France dans le jeu politico-militaire des grandes puissances ne peut se satisfaire des pulsions unilatéralistes des Etats-Unis (G.W. Bush, Trump). L'autre raison pour un tel appel est l'ambition des dirigeants français de « multilatéraliser » les opérations militaires menées par la France, à commencer par celles conduites en Afrique. Or, si les autres pays impérialistes ne s'opposent pas à l'interventionnisme de la France,

ils ne sont pas prêts à l'aider outre mesure.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni se sont ainsi opposés à un financement et même à un soutien logistique par l'ONU de la force « G5-Sahel » qui a été créée. Résultat : la résolution 2359 de l'ONU, votée le 21 juin 2017, « rappelle que c'est aux Etats du G5 Sahel qu'il incombe de donner à la FC-G5S les ressources dont elle a besoin ». Son coût est estimé à 500 millions d'euros. Ce refus de l'ONU serait risible si la tragédie des populations était ignorée : les cinq pays qui ont créé cette force armée – Burkina, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad – sont parmi les pays les plus pauvres de la planète. C'est donc aux populations de ces pays, déjà décimées par les effets de la mondialisation dominée par le capital financier et par les « guerres pour les ressources » qu'elle produit, que les responsables de la « communauté internationale » demandent de payer. Quant à l'UE, qui est invitée à financer cette force, elle a pour le moment avancé 50 millions d'euros...

C'est donc bien l'armée française qui constitue la colonne vertébrale dans la région du Sahel.

Naviguer entre l'usage du militaire comme « avantage compétitif » et l'action pour renforcer le cours militaro-sécuritaire de l'UE et intégrer un peu plus la France dans l'OTAN est un exercice délicat mais néces-

saire. Et à la fin, ce sont les dépenses militaires (et sécuritaires) qui gagnent. □

• Claude Serfati, économiste spécialiste de l'industrie, est l'auteur de nombreux ouvrages et études portant notamment sur l'impérialisme et la militarisation. Il a publié en 2017 un livre important *« Le militaire, une histoire française »* (Editions Amsterdam) dont nous avons rendu compte dans le n° 87 (mai 2017) de notre revue (*« Sur le poids et la fonction du militaire en France »*, par Henri Wilno).

1 A. Berdah, « Pour se présidentialiser, Macron a enfilé le costume de chef des armées », *Le Figaro*, 14 mai 2017.

2 Bloomberg, 29 juin 2017.

3 Jean-Pierre Raffarin et Daniel Reiner, « Deux pour cent du PIB : les moyens de la défense nationale », *Rapport d'information*, n° 562, 24 mai 2017.

4 Expression utilisée sous la 3e République pour souligner l'« apolitisme » de l'armée.

5 « Parly confirme la forte hausse du budget de l'armée entre 2019 et 2022 », *Challenges*, 11 septembre 2017.

6 Les données sont disponibles sur le portail de la fonction publique.

7 Sur la chaîne Public Sénat, 22 janvier 2016.

8 Le général Bosser a ajouté : « Nos jeunes s'engagent pour l'action et pour voir du pays. Quand on leur dit que leur première mission sera "Sentinelle" à la gare du Nord, cela ne les fait pas rêver. Je ne vais pas raconter des histoires : ils se sont engagés d'abord pour partir au Mali ou sur d'autres théâtres d'opérations extérieures » (audition du général J.P. Bosser, Commission de la défense nationale et des forces armées, Assemblée nationale, 19 juillet 2017).

9 *Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale 2008*.

10 Assemblée nationale, 11 janvier 2011.

11 Warda Mohamed et Tony Fortin, « Comment la France participe à la guerre contre le Yémen. Ventes d'armes et crimes de guerre », *Orient XXI*, <http://orientxxi.info/magazine/comment-la-france-participe-a-la-guerre-contre-le-yemen>

12 Sur cette question, voir C. Serfati, « Le moment 2008 et le rebond militaire de la France », <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-13-printemps-2017/dossier-militarisation-et-controle-social/article/le-moment-2008-et-le-rebond-militaire-de-la-france>

13 Jean-Pierre Raffarin et Jean Bizet, *Rapport sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne*, Sénat, n°434, 22 février 2017.

14 Javier Solana, « More Union In European Defence, Report of a CEPS Task Force », février 2015, p.10.

Une défense marxiste de l'intersectionnalité

PAR SHARON SMITH

Comment définir le concept d'intersectionnalité et quel peut être son apport à la théorie marxiste ? C'est le thème de cet article de Sharon Smith, dirigeante de l'ISO (International Socialist Organization, Etats-Unis) et auteure notamment du livre Women and Socialism: Class, Race and Capital (Haymarket, 2015).

Le texte original a été publié le 1er août 2017 sur le site socialistworker.org et nous avons largement utilisé la traduction française réalisée par l'organisation suisse SolidaritéS.¹

De nombreuses militantes qui ont entendu débattre à gauche du terme d'«intersectionnalité» le trouvent difficile à définir – pour une raison très compréhensible: les définitions varient selon qui utilise ce concept et les discussions qui l'entourent tournent souvent au dialogue de sourd-e-s [...] Il existe en fait deux interprétations clairement distinctes de l'intersectionnalité: l'une développée par les afroféministes et l'autre par l'aile «poststructuraliste» du postmodernisme. Je souhaite ici essayer de clarifier ces différences et expliquer pourquoi la tradition afroféministe renforce le projet de construction d'un mouvement unifié pour combattre toutes les formes d'oppression, ce qui constitue un enjeu central pour le projet socialiste, alors que le poststructuralisme ne le fait pas.

UN CONCEPT ET NON UNE THÉORIE

Je veux commencer par mettre plusieurs choses au clair. Premièrement, l'intersectionnalité est un concept et non une théorie. C'est une description de la façon dont les différentes formes d'oppression (racisme, sexisme, oppression contre les LGBTIQ+ et toute autre forme d'oppression) interagissent et fusionnent en une seule expérience.

Les femmes noires, par exemple, ne sont pas «doublement opprimées» – ce qui signifierait qu'elles ressentiraient deux oppressions séparées: le racisme, qui affecte aussi les hommes noirs, et le sexisme, qui affecte également les autres femmes. Le racisme affecte la façon dont les femmes sont opprimées en tant que femme mais aussi en tant que personnes de couleur. L'intersectionnalité est une autre façon de

décrire «la simultanéité de l'oppression», «la superposition des oppressions», «des oppressions imbriquées», ou de nombreuses autres expressions que les afroféministes utilisent pour décrire l'intersection de la race, de la classe et du genre. En tant qu'afroféministe et universitaire, Barbara Smith écrivait en 1983, dans *Home Girls: A Black Feminist Anthology*: «le concept de la simultanéité de l'oppression constitue encore le cœur de la compréhension afroféministe de la réalité politique et, à mon avis, une des contributions idéologiques les plus significatives de la pensée afroféministe.»

Parce que l'intersectionnalité est un concept (la description d'une expérience de multiples oppressions, sans explication de leurs causes) plutôt qu'une théorie (qui, elle, essaie d'expliquer les racines de l'oppression), elle peut être appliquée au sein de différentes théories de l'oppression – issues du marxisme ou du postmodernisme, mais aussi d'autres perspectives théoriques. Et parce que le marxisme et le postmodernisme sont souvent antithétiques, leurs usages du concept d'intersectionnalité peuvent être fort différents [...] Le marxisme explique que toutes les formes d'oppression ont leurs racines dans la société de classe, tandis que les théories provenant du postmodernisme rejettent cette idée comme «essentialiste» et «réductrice». C'est pourquoi nombre de marxistes se sont montrés dédaigneux voire hostiles envers le concept d'intersectionnalité, sans voir qu'il possède des origines théoriques conflictuelles: l'afroféminisme et le postmodernisme/poststructuralisme.

LA TRADITION DU FÉMINISME NOIR

Il est important de saisir que le concept

d'intersectionnalité a été d'abord développé par les féministes noires, et non par les postmodernistes. Le féminisme noir a une histoire longue et complexe, basée sur la reconnaissance du fait que le système de l'esclavage et, depuis, le racisme moderne et la ségrégation raciale ont conduit les femmes noires à souffrir dans des circonstances qui ne sont jamais expérimentées par les femmes blanches.

En 1851, Sojourner Truth prononça son fameux discours «Ain't I a Woman!» (*Ne suis-je pas une femme?*) à la convention des femmes d'Akron, Ohio. Ce discours visait à montrer aux suffragettes blanches de classe moyenne que l'oppression de Truth en tant qu'ancienne esclave noire n'avait rien de commun avec celle qu'elles-mêmes vivaient. Truth leur a opposé sa propre oppression en tant que femme noire, subissant des brutalités et des humiliations physiques, des heures interminables de travail forcé non payé, et donnant naissance à des bébés seulement pour les voir eux aussi réduits à l'esclavage. Plus d'un siècle avant que la féministe et universitaire Kimberlé Williams Crenshaw invente le terme d'intersectionnalité, en 1989, le même concept était souvent décrit à travers des expressions comme «oppressions imbriquées», «oppressions simultanées» ou d'autres expressions similaires.

L'afroféminisme porte aussi une grande attention aux différences de classe qui existent entre femmes, parce que la vaste majorité de la population noire aux Etats-Unis a toujours fait partie de la classe ou-



rière et vécu dans la pauvreté, à cause des conséquences économiques du racisme. L'essai de Crenshaw paru en 1989, *Démarginaliser l'intersection de la race et du sexe : une critique féministe noire de la doctrine antidiscriminatoire, de la théorie féministe et des politiques antiracistes*, qui a introduit le terme d'intersectionnalité, rend hommage au discours de Sojourner Truth. « Quand Sojourner Truth se leva pour prendre la parole », écrit Crenshaw, « plusieurs femmes blanches exhortèrent à la faire taire, craignant qu'elle puisse détourner l'attention du suffrage féminin [au profit de l'abolition de l'esclavage]. » Crenshaw poursuit, à propos du contexte actuel : « quand la théorie et les politiques féministes qui affirment refléter l'expérience et les aspirations des femmes n'incluent pas ou ne parlent pas aux femmes noires, celles-ci doivent demander "Ne sommes-nous pas des femmes?" »

LE FÉMINISME NOIR DE GAUCHE

Il est également important de reconnaître que le féminisme noir a toujours inclus des analyses de gauche, avec y compris des recoupements entre certaines féministes noires et le parti communiste au milieu et à la fin du 20^e siècle. Les dirigeantes du parti communiste Claudia Jones et Angela Davis ont ainsi défini toutes deux défini le concept de l'oppression des femmes noires comme une expérience imbriquée de race, de genre et de classe.

En 1949, Claudia Jones a écrit un essai révolutionnaire intitulé *Mettre fin au désintérêt envers les problèmes de la femme noire!*, dans lequel elle argumente : « les femmes noires – en tant que travailleuses, en tant que noires, en tant que femmes – constituent la couche la plus opprimée de toute la population. » Dans cet essai, Jones met en lumière le fait que les agressions sexuelles constituent un enjeu racial pour les femmes noires. Aucun cas n'a incarné de façon aussi dramatique le statut opprimé des femmes noires que celui de Rosa Lee Ingram, veuve, mère de quatorze enfants, dont deux décédés, qui fit face à l'emprisonnement à vie dans l'Etat de Géorgie pour le « crime » de s'être défendue face aux avances indécentes d'un suprématiste blanc. Ce cas a exposé au grand jour l'hypocrisie des lyncheurs d'hommes noirs, qui se sont historiquement cachés derrière les robes des femmes blanches en essayant de couvrir leurs crimes sauvages sous les traits de la « galanterie » et de la « défense des femmes blanches ».

Ce thème – le fait que les agressions



Au début des années 1960, un piquet de grève de femmes noires, employées de ménage syndiquées. DR.

sexuelles ne constituent pas seulement un enjeu féminin, mais aussi un enjeu racial dans la société étatsunienne – a été ensuite repris et creusé par Angela Davis, dont l'engagement de longue durée pour combattre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, notamment le système judiciaire raciste, est bien connu.

En 1981 Davis écrit, dans *Femmes, race et classe*, que le viol « possède une composante raciale toxique aux Etats-Unis depuis les temps de l'esclavage, en tant qu'arme-clé dans le maintien du système de la suprématie blanche ». Elle décrit le viol comme « une arme de domination, une arme de répression, dont le but caché est d'éteindre la volonté de résister des femmes esclaves et, dans le même temps, de démoraliser leurs hommes. » Le viol institutionnalisé des femmes noires a survécu à l'abolition de l'esclavage et prit une forme moderne, selon Davis : « les viols collectifs, commis par le Ku Klux Klan et d'autres organisations terroristes durant la période qui suivit la guerre de Sécession, devint une arme ouvertement politique pour entraver le mouvement de l'égalité des droits civils. »

La caricature de l'homme noir, prédateur sexuel au désir insatiable de violer les belles blanches vertueuses du Sud, possède une « associée inséparable », écrit Davis : « l'image de la femme noire qui de façon invétérée serait légère (...) Vues comme des "filles faciles" et des putes, les cris au viol des femmes noires manqueront nécessairement de légitimité. »

Pourtant, dans les années 1970, de nombreuses féministes blanches – dont peut-être la plus connue est Susan Brownmiller avec son livre *Against Our Will: Men, Women and Rape* (Contre notre volonté : hommes, femmes et viol) – ont décrit le viol exclusivement comme un combat entre les femmes et les hommes. Le climat politique conduisit Brownmiller à tirer des conclusions ouvertement racistes dans son récit du lynchage en 1955 de Emmet Till, un garçon de 14 ans en visite dans sa famille dans le Mississippi au temps des lois Jim Crow [lois ségrégationnistes, NdR] enlevé, torturé et tué pour le « crime » d'avoir prétendument sifflé une femme mariée blanche. Malgré ce lynchage, Brownmiller décrit Till et ses tueurs comme partageant un pouvoir sur « la femme blanche », en usant de stéréotypes que Davis décrit comme « la résurrection du vieux mythe raciste du noir violeur. »

Il y a nombre d'autres manières par lesquelles l'expérience de l'oppression diffère entre les femmes de différentes classes et races. Le mouvement féministe dominant des années 1960 et 1970 demandait l'avortement sur la base du droit des femmes à mettre fin aux grossesses non désirées. C'est évidemment un droit crucial pour toutes les femmes, sans lequel elles ne peuvent pas espérer l'égalité avec les hommes. En même temps, néanmoins, le mouvement dominant s'est focalisé presque exclusivement sur l'avortement,

quand l'histoire des droits reproductifs rendait cet enjeu bien plus compliqué pour les femmes noires et les autres femmes de couleur, qui ont été historiquement la cible d'une stérilisation forcée raciste.

LE COLLECTIF COMBAHEE RIVER

La leçon cruciale de ces exemples est qu'il n'existe pas quelque chose qui serait un simple «question femme» dans un système capitaliste qui s'est fondé sur l'esclavage des Africain-e-s et où le racisme reste intégré dans ses bases et toutes ses institutions. Presque tous les enjeux liés aux femmes ont une composante raciale.

Au long des années 1960 et 1970, il y a eu un fort mouvement parmi les femmes noires de gauche – dont la meilleure illustration est le collectif Combahee River, un groupe de féministes lesbiennes noires basé à Boston. Elles s'identifiaient comme «marxistes», ainsi qu'elles l'affirmèrent dans leur déclaration de 1977: «*nous sommes socialistes parce que nous croyons que le travail doit être organisé pour le bien collectif de ceux et celles qui travaillent et créent les produits, et non pour le profit des patrons. Les ressources matérielles doivent être distribuées équitablement parmi ceux et celles qui les créent. Nous ne sommes pour autant pas convaincues que la révolution socialiste, qui n'est pas non plus une révolution féministe et antiraciste, garantira notre libération (...) Bien que nous soyons essentiellement d'accord avec la théorie de Marx appliquée aux relations économiques qu'elle analyse, nous savons que cette analyse doit être élargie pour comprendre notre situation spécifique en tant que femmes noires.*»

C'est un point de vue fort rationnel, qui peut apparaître aujourd'hui évident à la plupart des gens de gauche. Le collectif Combahee River ne défendait par le séparatisme, comme certain-e-s marxistes le pensaient de façon erronée. Dans une interview de 1984 pour le livre *The Bridge Called My Back*, Barbara Smith, une des membres fondatrices du collectif, défendait une stratégie de «*construction de coalition*» plutôt qu'un «*séparatisme racial*». Elle affirmait que «*toute forme de séparatisme est une voie sans issue (...) Il n'y a aucune chance qu'un groupe opprimé renverse le système tout seul. La formation de coalitions de principes autour d'enjeux spécifiques est très importante.*»

Il faut remettre en question l'idée soutenue par de nombreux critiques, dont certains marxistes, que le concept afroféministe d'intersectionnalité concernerait juste l'expérience du racisme, du sexisme et d'autres formes d'oppression à un niveau

individuel. La tradition afroféministe a toujours été liée à des luttes collectives contre l'oppression: contre l'esclavage, la ségrégation, le racisme, les brutalités policières, la pauvreté, la stérilisation forcée, le viol systématique de femmes noires et le lynchage systématique d'hommes noirs. La leçon la plus importante à retenir du collectif Combahee River est peut-être que lorsque nous construisons le prochain mouvement de masse pour la libération des femmes, bientôt espérons-le, il devra être basé sur les besoins non des moins opprimées, mais de celles qui sont les plus opprimées; c'est ce que signifie véritablement la solidarité.

Mais l'intersectionnalité reste un concept servant à comprendre l'oppression, non l'exploitation. De nombreuses afroféministes reconnaissent les racines structurelles du racisme et du sexisme mais donnent moins d'importance que les marxistes à la connexion entre le système d'exploitation et l'oppression. Le marxisme est nécessaire parce qu'il fournit un cadre pour comprendre les relations entre l'oppression et l'exploitation et parce qu'il identifie le sujet qui peut créer les conditions sociales et matérielles rendant possible la fin de l'oppression comme de l'exploitation: la classe ouvrière.

Les travailleurs n'ont pas seulement le pouvoir de mettre fin à ce système, mais aussi celui de le remplacer par une société socialiste basée sur la propriété collective des moyens de production. Bien que d'autres groupes souffrent de l'oppression dans la société, seule la classe ouvrière possède une puissance collective. Le concept d'intersectionnalité a donc besoin de la théorie marxiste pour réaliser le type de mouvement unifié qui sera capable de mettre fin à toutes les formes d'oppression. Dans le même temps, le marxisme ne peut que bénéficier de l'intégration de l'afroféminisme à ses propres politiques et pratiques.

LE REJET POSTMODERNE DE LA «TOTALITÉ»

[...] Je voudrais maintenant traiter du postmodernisme, en confrontant son interprétation de l'intersectionnalité au concept afroféministe plus ancien. Soyons clairs: il est évident que le postmodernisme a fait avancer la lutte contre toutes les formes d'oppression, y compris l'oppression subie par les personnes trans, celles qui souffrent de handicaps ou subissent des discriminations d'âge, et beaucoup d'autres formes qui ont été négligées avant que les théories postmodernes commencent à fleurir dans les années 1980 et 1990. Le théoricien de la

littérature britannique Terry Eagleton situe «l'accomplissement le plus abouti» du postmodernisme dans «*le fait qu'il a aidé à placer les questions de sexualité, de genre et d'ethnicité si fermement dans l'agenda politique qu'il est désormais impossible d'imaginer les effacer sans de très grandes luttes.*»

Dans le même temps, néanmoins, le postmodernisme a aussi suscité un rejet à l'aveugle de toute généralisation politique ainsi que des catégories de structures sociales et de réalités matérielles, comprises comme des «vérités», des «totalités» et des «universalités», ceci au nom d'un «anti-essentialisme». (Notons qu'un tel rejet à l'aveugle de toute généralisation politique constitue en lui-même une généralisation politique, ce qui est une contradiction inhérente à la pensée postmoderniste!)

Les postmodernistes donnent une importance primordiale au caractère limité, partiel et subjectif des expériences individuelles, en rejetant la stratégie de lutte collective contre les institutions d'oppression et d'exploitation et en se focalisant en revanche sur les relations individuelles et culturelles comme centres de la lutte. Ce n'est pas un hasard si le postmodernisme a prospéré dans le monde académique au moment du déclin des mouvements sociaux et de classe des années 1960 et 1970, ainsi que de la montée en puissance de l'offensive néolibérale de la classe dominante. [...] Dans le cadre de la vaste catégorie théorique de postmodernisme, le postmarxisme a fourni à partir des années 1980 un nouveau cadre théorique. Deux théoriciens postmarxistes, Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, ont publié en 1985 le livre *Hégémonie et stratégie socialiste: vers une politique démocratique radicale*. Laclau et Mouffe décrivent leur théorie comme une négation de la «totalité» socialiste: «*Il n'y a pas, par exemple, forcément de liens entre l'anti-sexisme et l'anticapitalisme, et une unité entre les deux ne peut être que le résultat d'une articulation hégémonique. Il s'ensuit qu'il est seulement possible de construire cette articulation sur la base de luttes séparées (...) Ceci requiert l'autonomisation des sphères de lutte.*» C'est en fait un argument pour la séparation des luttes. Des combats «flottant librement» devraient donc être situés entièrement dans ce que les marxistes décrivent comme la superstructure de la société, sans aucune relation avec sa base économique.

Plus encore, le concept de Laclau et Mouffe



d'«*autonomisation des sphères de lutte*» stipule non seulement que chaque lutte se limite à combattre une forme particulière de subordination au sein d'un champ social particulier, mais qu'elle n'a même pas besoin d'impliquer d'autres personnes que vous-même. Ils le disent explicitement:

«*plusieurs de ces formes de résistances deviennent manifestes non pas en tant que luttes collectives, mais à travers un individualisme de mieux en mieux armé.*»

Ces passages montrent clairement comment l'accent cesse d'être mis sur la solidarité entre mouvements et passe des luttes collectives aux luttes individuelles et interpersonnelles. De cette façon, les relations interpersonnelles deviennent les lieux-clé de la lutte, basés sur des perceptions subjectives de quel individu est en position de «domination» et quel autre se situe en position de «subordination» dans chaque situation particulière [...]

Les poststructuralistes se sont en fait appropriés des termes comme ceux de «politiques de l'identité» et de «différence», qui ont leur origine dans l'afrofémisme des années 1970. Quand le collectif Combahee River se référait au besoin de politiques de l'identité, il décrivait l'identité de groupe des femmes noires; quand il soulignait l'importance de reconnaître les «différences» entre les femmes, il se référait à l'invisibilité collective des femmes noires au sein du féminisme de l'époque, principalement blanc et de classe moyenne. Mais il existe un monde de différence entre l'identité sociale, en tant que membre d'un groupe social, et l'identité individuelle. La conception poststructurelle d'«identité» est basée sur celle des individus, tandis que la «différence» peut se référer ici à n'importe quelle caractéristique qui sépare les individus les uns des autres, qu'elle soit liée à l'oppression ou simplement à une non-normativité.

Il faut noter que l'afrofémiste Kimberlé Williams Crenshaw, dans un écrit des années 1990, s'est emparée de cet enjeu en dénonçant la «version d'anti-essentialisme, incarnant ce qui pourrait être nommé la thèse de la construction sociale vulgarisée, [qui] est que puisque toutes les catégories sont construites socialement, il n'existe pas de choses telles que "noires" ou "femmes" et il n'y

a donc aucun sens à continuer à reproduire ces catégories en s'organisant en fonction d'elles.»

Au contraire, elle défendait qu'«un début de réponse à ces questions requiert que nous commençons par reconnaître que les groupes organisés autour d'une identité au sein desquels nous nous situons sont en fait des coalitions, ou du moins de potentielles coalitions attendant d'être formées.» Et concluait: «à

«*Nous, le peuple, sommes plus grands que la peur.*» Poster de Shepard Fairey, à partir d'une photo de Ridwan Adhami.



ce stade du développement historique, un point fort peut être d'affirmer que la stratégie de résistance la plus cruciale pour des groupes privés de pouvoir est d'occuper et défendre les politiques de leur identification sociale plutôt que de l'abandonner et de la détruire.»

IDENTITÉ «INDIVIDUELLE» CONTRE IDENTITÉ «SOCIALE»

C'est ainsi que le concept d'intersectionnalité, développé initialement au sein de la tradition afrofémiste, a émergé bien plus récemment dans le contexte du postmodernisme. Bien que l'afrofémisme et certains courants de la théorie postmoderne partagent des considérations communes et un langage commun, ces aspects sont éclipsés par des différences clé qui en font deux approches clairement distinctes pour combattre l'oppression. Le concept d'intersectionnalité possède ainsi deux fondements politiques différents, l'un constitué d'abord par l'afrofémisme et l'autre par le postmodernisme.

L'évolution plus récente de l'approche poststructuraliste par rapport aux politiques de l'identité et à l'intersectionnalité, qui exerce une forte influence sur la génération militante actuelle, donne une énorme importance au changement du comportement individuel, en en faisant le moyen le plus efficace pour combattre l'oppression. Ceci a fait germer l'idée d'individus dénonçant des actes interpersonnels

d'oppression perçue, cette indignation devenant une forme d'action politique cruciale. Plus généralement, l'intersectionnalité a fini par se traduire en termes postmodernes, même parmi ceux qui n'ont aucune idée de ce qu'est le postmodernisme [...]

Je crois que ce serait une erreur pour les marxistes que de perdre de vue la valeur de la tradition afrofémiste, y compris le concept d'intersectionnalité, tant pour sa contribution au combat contre l'oppression des femmes de couleur et des femmes de la classe ouvrière, que pour les façons dont il peut aider à faire progresser la théorie et la pratique marxistes.

Les marxistes apprécient les contributions de nationalistes noirs de gauche tels que Malcolm X et Franz Fanon, de même que le socialisme du parti des Black Panthers, et ils ont essayé d'intégrer des aspects de leurs contributions au sein de leur propre tradition politique. Les exemples ci-dessus apportent des preuves évidentes de la nécessité d'introduire de la même façon les leçons que les fé-

ministes noires peuvent offrir au marxisme. Le rôle de la ségrégation raciale aux USA a efficacement empêché le développement d'un mouvement unifié des femmes, à cause d'une incapacité à reconnaître les implications multiples de la division raciale historique. Aucun mouvement ne peut prétendre parler pour toutes les femmes s'il ne parle pas pour les femmes qui sont également confrontées aux conséquences du racisme, qui fait que les femmes de couleur se situent de manière écrasante dans les rangs de la classe ouvrière et des pauvres.

Race et classe doivent être centrales au sein du projet de libération des femmes, non seulement en théorie mais aussi en pratique, si ce projet veut avoir un sens pour les femmes qui sont les plus opprimées par le système. □

¹ Publication originale, <https://socialistworker.org/2017/08/01/a-marxist-case-for-intersectionality>. Traduction, <https://www.solidarites.ch/journal/dj/article/8192>. Pour des raisons de place, il a fallu procéder à quelques coupes – qui sont signalées entre crochets.

« LES LUTTES ET LES RÊVES »

Un livre à mettre entre toutes les mains !

PAR RÉGINE VINON

Ce livre est bienvenu à l'heure où on nous abreuve de pseudo concepts tels que « l'identité nationale », et où certains souhaiteraient voir l'histoire de notre pays enseignée comme un « récit national ». Ces réclamations émanent d'hommes politiques aussi différents que Sarkozy et Mélenchon, le premier affirmant qu'« au moment où on devient français, nos ancêtres sont les Gaulois », le second enchaînant « à partir du moment où l'on est français, on adopte le récit national. » « Les luttes et les rêves » est le titre du troisième livre des Contemplations de Victor Hugo. Il y relate la misère sociale et morale dont il est témoin, et y dénonce les scandales, la guerre, la peine de mort et la tyrannie. Michelle Zancarini-Fournel lui emboîte le pas, en regardant l'histoire du pays d'en bas, du point de vue du peuple, de même que l'historien Howard Zinn écrivit son histoire populaire des États-Unis, du point de vue des opprimés, un aspect rarement entendu et rarement enseigné dans les écoles.

LA FRANCE, UN CREUSET DE PEUPLES, HOMMES ET FEMMES

Pas plus que l'histoire de France ne remonte à nos ancêtres les Gaulois, elle ne se réduit à l'hexagone. L'historienne y fait entrer les colonisés, des Antilles, de Guyane et de Réunion, en passant par l'Afrique, l'Indochine ou la Nouvelle Calédonie. Les migrants de tous les pays, qui ont façonné le pays, y ont également leur place. Ainsi que les femmes, lesquelles sont rarement de « grands hommes » dont on enseigne la vie dans les livres d'histoire. L'ouvrage en tire une histoire riche, foisonnante, diverse, passionnante. L'ouvrage commence en 1685, avec l'adoption du « Code noir », qui donne une base juridique à l'esclavage aux Antilles et en Guyane. C'est l'année où Louis XIV révoque l'édit de Nantes, et où le destin des protestants devient aussi tragique. Oppressions coloniale et religieuse sont le point de départ du livre, indiquant immédiatement ce que sera son fil conducteur : parler de tous ceux qui subissent une domination, religieuse,

sociale ou politique. Et montrer parallèlement l'histoire des résistances. Car il est frappant de voir, tout au long de cette histoire, que chaque époque a eu ses combattants. Capital contre travail, cette lutte entre en résonance, aujourd'hui plus que jamais, avec l'époque dans laquelle nous vivons.

CANUTS HIER, UBÉRISÉS AUJOURD'HUI

L'auteure réussit l'exploit, en 900 pages, de mêler à la vie de gens de l'époque la perspective générale des grands événements, Révolution française, Commune de Paris ou Front populaire. En s'appuyant sur une documentation foisonnante, qui permet de revivre avec ceux qui se sont battus à tous les épisodes de cette histoire. Pour ne prendre qu'un exemple parmi des centaines, Michelle Zancarini-Fournel nous fait vivre la révolte des canuts lyonnais de 1831.

Elle raconte comment ces ouvriers défendent l'organisation de leur métier autour notamment de Pierre Charnier, fondateur d'une association de défense mutuelle, qui déclare : « apprenons aux fabricants que nous savons compter, réunissons-nous et instruisons-nous, apprenons que nos intérêts nous commandent l'union. » Des associations secrètes se forment, pour contourner la loi Le Chapelier de 1791 qui interdisait toute forme d'association. Tous espèrent que la révolution de 1830 permettra d'améliorer leur sort, mais leurs espoirs sont vite déçus. Une lutte se développe fin 1831, pour instaurer un tarif applicable par les fabricants, ponctuée de manifestations importantes et quotidiennes. Finalement, un accord est conclu mais début novembre, 104 marchands fabricants refusent, au nom de la liberté du commerce, d'appliquer le tarif.

Le ministre du commerce désavoue alors le préfet qui avait été favorable à l'accord. La situation devient insurrectionnelle, et apparaît le fameux drapeau noir « vivre en travaillant ou mourir en combattant ». Il y a des morts, mais les ouvriers tiennent la ville, mettant en place un état-major insurrectionnel. La répression sera féroce, menée par « une véritable armée conduite par

le ministre de la guerre et le duc d'Orléans. » Cet épisode a laissé des traces dans l'histoire, notamment avec la chanson d'Aristide Bruant « C'est nous les canuts, nous allons tout nus ».

Il est frappant de constater qu'aujourd'hui, un leader de la grève des livreurs Deliveroo invoque ce mouvement de protestation en déclarant : « les livreurs à vélo vont peut être devenir les nouveaux canuts. » Il est intéressant de pointer aussi les ressemblances entre les auto-entrepreneurs d'aujourd'hui et les canuts des années 1830. En effet, eux aussi dépendaient entièrement du donneur d'ordres, sans qu'il y ait quelque contrepartie, en termes de couverture sociale, de salaires, de chômage ou de retraite. Les canuts possédaient leur outil de travail, leur lieu de travail, « choisissaient » leurs horaires et, à la différence de l'artisan, étaient soumis aux marchands fabricants. Ce sont ces derniers qui achetaient la matière première et la distribuaient à tous ces petits ateliers, avant de récupérer les pièces tissées pour les revendre à grand profit.

C'était déjà une soumission complète au donneur d'ordres. Possédant leur outil de travail, les canuts devaient le réparer et le remplacer, comme les livreurs aujourd'hui avec leur vélo. Lorsque les commandes baissaient, les canuts n'avaient plus de travail. Il était facile d'exercer un chantage sur les tarifs et de les baisser. Tout comme aujourd'hui, les livreurs ont entamé une grève suite à une diminution du tarif de leurs courses. La baisse du tarif avait entraîné la grande révolte des canuts à Lyon.

Il est impressionnant de constater que la propagande patronale sur la liberté de choix des travailleurs soit redevenue la même qu'il y a plus d'un siècle. On nous rebat les oreilles avec la liberté attachée au statut d'auto-entrepreneur, alors qu'avec leurs algorithmes les capitalistes réinventent des rapports sociaux du passé, sans protection sociale, sans aucun engagement



de la part des donneurs d'ordres.

LA GUERRE SOCIALE

On sort de ce livre marqué par la férocité des dominants, qui s'égrène inlassablement au fil des années. Répressions, exécutions massives, bagne, emprisonnement sont utilisés pour faire rentrer dans le rang ceux qui osent s'opposer à la barbarie bourgeoise. Mais on est également marqué par la détermination et le courage des résistants, des opposants, de ceux et celles

qui ne se taisent pas, et qui pensent qu'une vie de combat est digne d'être vécue.

On se délecte de la liberté de penser, de la façon qu'a l'auteure de remettre tous ces grands hommes et les mythes à leur juste place. A propos de la Révolution française, elle insiste sur son côté bourgeois, et sur le fait par exemple que c'est « sous la pression de la révolte que l'abolition de l'esclavage est proclamée à Saint-Domingue [Haïti], il faut l'affirmer avec force ». Elle souligne de façon extrêmement vivante ce que peut être l'irruption des masses sur la scène politique. Napoléon est décrit comme un réactionnaire conservateur, qui en plus de rendre avec son code civil les femmes mineures, totalement soumises à leurs maris, rétablit l'esclavage aux Antilles en 1802. « Je suis pour les Blancs parce que je suis blanc, je n'en ai pas d'autre raison et celle-ci est la bonne », déclare-t-il ainsi au moment où il interdit les mariages interraciaux. Elle rend aussi hommage à la révolte des esclaves de Haïti en 1803,

« complètement occultée dans l'histoire nationale ». « L'empereur » a aussi à son actif d'avoir réintroduit le livret de travail avec la loi Chaptal de 1803. Il a fait exécuter en 1812 des meneurs de révoltes contre la disette, à Caen notamment. A son actif également la suppression du divorce par consentement mutuel, instauré en avril 1791 par la Révolution française et qui ne sera rétabli qu'en...1975!

Toute l'histoire du pays est ainsi revisitée: notamment la Commune de Paris, salie par des écrivains célèbres comme Alexandre

Dumas, George Sand, Zola ou Daudet. L'historienne salue la mémoire de Louise Michel, exilée en Nouvelle Calédonie après la Commune et qui, à 74 ans fait encore une tournée de conférences en Algérie, contre l'Eglise, l'armée et pour l'Internationale! Elle détaille la « sanglante conquête de l'Algérie », très loin des déclarations sur le rôle positif de la colonisation, que Sarkozy avait essayé d'introduire dans la loi avant d'être contraint d'y renoncer.

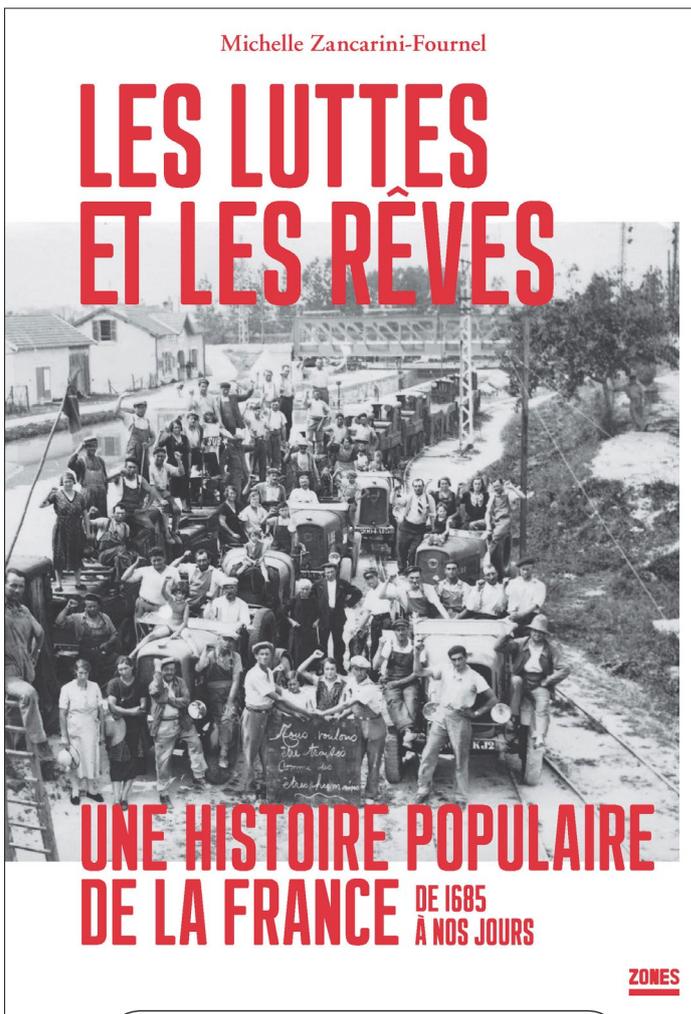
La colonisation prend une place importante dans l'ouvrage, où les répressions de la soldatesque, les pratiques des colons qui s'approprient les terres sont détaillées pour chaque pays. C'est que notre histoire est

propos des colonisés. La bourgeoisie française a toujours voulu nier, occulter sa responsabilité dans l'état des pays anciennement colonisés, les massacres qu'elle y a perpétrés, les déchirements, la pauvreté. Tout comme l'extermination des Indiens a été occultée aux Etats-Unis. Les grands combats des travailleurs sont mis en avant: mai-juin 1936, où l'on voit à la fois la détermination des travailleurs, l'ambiance de fête, mais aussi l'état d'esprit des patrons, qui annonce la revanche des années suivantes, les combats de l'après-guerre, notamment les grandes grèves des mineurs et des fonctionnaires.

Michelle Zancarini-Fournel s'en prend aussi à la période qu'on appelle « les trente glorieuses », une espèce d'âge d'or dans la mémoire collective. Mais, dit-elle, on oublie de quoi elles furent porteuses: peu se rappellent que les crises sociales, écologiques, urbanistiques et sanitaires qui frappent la France d'aujourd'hui trouvent leur origine dans la gabegie énergétique, le désastre écologique, la désertification des campagnes et l'endettement chronique des paysans. On ne parle pas des conditions de travail très pénibles, avec un rythme démentiel, l'introduction des chronos, l'état indécent des logements. Il ne faut pas oublier que c'est pendant ce supposé âge d'or que s'est déroulée la sale guerre d'Algérie, avec ses manifestations de soldats, rappelés en Algérie, avec la torture et les massacres d'Etat. Elle insiste aussi sur le fait que pendant ces « trente glorieuses » un travailleur sur cinq est un migrant, et un sur cinq une travailleuse. Et que la reconstruction repose sur leur travail et leur sueur. Tout cela est enfoui, car cela voudrait dire rendre hommage à

ces immigrés qui ont fait la France, pour reprendre le titre de l'exposition au musée de l'immigration sur les Italiens.

La lecture de cet ouvrage, à un moment où l'on affronte une attaque patronale et gouvernementale inédite, qui voudrait nous faire revenir des décennies en arrière sous prétexte de modernité, est fortement conseillée pour comprendre et défaire les arguments de ceux qui prétendent qu'il n'y a pas d'autre alternative que la victoire écrasante du capital contre le travail. □



Michelle Zancarini-Fournel, « Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours », La Découverte, 2016, 995 pages, 28 euros.

fortement marquée par la colonisation. On ne peut comprendre l'importance du racisme aujourd'hui sans connaître l'empreinte qu'elle a laissée dans l'imaginaire collectif. Pour justifier leurs brutalités et leurs conquêtes, les dirigeants ont développé les idées racistes à

ENTRETIEN AVEC MICHELLE ZANCARINI-FOURNEL

Faire face à une histoire mythique et linéaire

PROPOS RECUEILLIS PAR RÉGINE VINON

On ne peut s'empêcher de penser au livre d'Howard Zinn lorsqu'on lit votre ouvrage, « Les luttes et les rêves ». Vous a-t-il inspiré ?

J'avais lu la traduction du livre d'Howard Zinn à sa publication en 2002 et je m'étais dit alors qu'il faudrait faire une histoire populaire de la France. Puis j'ai oublié et lorsqu'à l'automne 2014, Grégoire Chamayou, responsable du label Zones à La Découverte, m'a proposé d'écrire une histoire populaire « à la Howard Zinn », j'ai accepté avec joie. Mais je me suis refusée à relire son livre de façon à ne pas le décalquer et à suivre mon propre chemin. J'en avais un souvenir assez vague, sauf que cette histoire du peuple américain commençait en 1492 et sans doute cela m'a conduit à chercher un point de départ significatif pour mon projet qui était d'intégrer à part entière les femmes, les colonisé-e-s et les migrant-e-s, d'où le choix de partir de 1685 aux Antilles et du Code noir.

Qu'est ce qui vous a incité à écrire ce livre ?

Le manque d'une histoire de France sur la durée, vue d'en bas, et incluant tous les épisodes liés au colonialisme, qui permet de mieux comprendre le présent ?

Comme je vous l'ai indiqué, il s'agit d'une initiative éditoriale. Mais, je pense aussi que les historiens posent le plus souvent des questions au passé à partir du présent. Or les questions postcoloniales occupent une place importante au 21^e siècle. Je suis spécialiste d'histoire sociale des milieux populaires et en particulier de l'histoire des femmes.

Vous avez une documentation d'une richesse incroyable. Comment avez-vous fait pour vous procurer tous ces documents ?

Il y a deux sources documentaires de type différent : les études écrites par d'autres historien-ne-s que j'ai lues (en bibliothèque majoritairement) et intégrées dans mon projet, citées dans les notes et dans la bibliographie (en ligne) ; et les archives que j'ai « dépouillées » (essentiellement au

second 19^e-20^e siècle) pour mes propres travaux...depuis près de 50 ans.

Vous parlez beaucoup du rôle des femmes. Il est vrai qu'il est souvent absent de l'histoire, à part quelques épisodes fameux comme la marche des femmes sur Versailles par exemple. Or, il semble que leur rôle ait été vraiment important à toutes les époques.

J'ai effectivement mis leur rôle en valeur, que ce soit dans le quotidien ou dans des



Michelle Zancarini-Fournier, auteure – notamment – du livre « Les luttes et les rêves ». DR.

actions souvent accomplies au nom du juste et de l'injuste, de la légitimité même s'il ne s'agit pas toujours de la légalité

Votre livre arrive à point nommé à l'heure où l'on entend beaucoup parler d'un récit national, qui souderait la population autour d'une histoire commune. Que pensez-vous de cette notion ?

L'accueil rencontré par le livre m'a étonnée ; mais il correspond à un moment d'interrogation sur un « roman national » appelé aussi « récit national », instrumentalisé par des hommes (et femmes !) politiques et par des polémistes qui prônent une histoire largement mythique,

linéaire, depuis les Gaulois ou les Francs, marquée par ses origines chrétiennes et une continuité dynastique, qui exclut tout apport différent.

Votre ouvrage montre bien à toutes les époques une tendance vers l'ostracisation de l'autre. Et vous écrivez que « la France n'a jamais voulu se vivre comme une nation d'immigrants », malgré la réalité des vagues d'immigrations.

Vous pointez aussi du doigt les poussées xénophobes à diverses époques, liées, dites-vous, à la situation économique et à notre passé colonial. Comment analysez-vous à cette aune la forte poussée d'un parti comme le Front national ?

Je n'ai pas voulu écrire une « histoire sainte » du peuple ou une histoire militante du mouvement ouvrier. Je n'ai pas caché les poussées conjoncturelles de la xénophobie et de l'antisémitisme dans les milieux populaires.

Le Front national a une histoire complexe et son électorat est diversifié selon les régions. Il assure aujourd'hui une fonction tribunitienne qui était celle du PCF autrefois. La non résolution du chômage de masse, l'accroissement des inégalités et le rejet des responsabilités sur l'Autre, la faillite des politiques de la gauche (comme celles de la droite), tous ces éléments expliquent la poussée électorale (relative) du FN.

Vous remettez en perspective les « Trente glorieuses », en démontant le mythe, ou du moins en enrichissant la réflexion avec les conditions de travail très pénibles et les guerres coloniales. Là aussi, le mythe a la peau dure. Comment l'expliquez-vous ? Une aspiration à un âge d'or ?

Le livre de Fourastié intitulé Les Trente glorieuses (dont le titre est plus connu que le contenu !) est sorti en 1979 au moment du second choc pétrolier et de l'installation du chômage de masse et d'une conscience de crise. L'expression a connu un succès foudroyant et sa pérennité signe aussi, jusqu'à une époque récente, un déficit réel d'histoire de la période. □

Les diverses faces du Goulag

PAR HENRI WILNO

Loin d'être un texte de circonstance qui profiterait du créneau commercial du 100e anniversaire de la révolution russe, l'ouvrage de Juliette Cadiot et Marc Elie fournit en peu de pages une analyse relativement approfondie du Goulag dans ses diverses composantes ; il est intéressant de la rapprocher de textes et témoignages parus antérieurement, notamment de celui de Varlam Chalamov.¹

L'ouvrage explore les différentes facettes du Goulag qui, selon Cadiot et Elie, ne se réduit pas à des camps. Aux camps où des détenus sont astreints au travail forcé s'ajoutent les zones de relégation où les exilés (pour partie, des détenus « libérés ») sont contraints de résider et de travailler sous la surveillance de la police politique. A la veille de la mort de Staline, parmi les 5,4 millions de dépendants du Goulag, le nombre de relégués est à peu près égal à celui des détenus. Les camps les plus importants sont situés dans des régions aux conditions généralement très rudes (Grand Nord, Asie centrale, Sibérie avec notamment la Kolyma), tandis que les zones de relégation couvrent une grande partie du territoire soviétique.

Le chiffrage des morts et détenus du Goulag a été sujet à controverses.² Selon les données de Cadiot et Elie, entre 1930 et 1952, au total au moins 18 millions de personnes ont purgé une peine de détention pénale. Avec les quelque 6 millions d'exilés et les prisonniers de guerre (suite à la Deuxième Guerre mondiale), on dépasse les 28 millions. 1,6 million de détenus sont morts dans les camps et de l'ordre d'un million d'exilés ont péri durant le transport dans les zones de relégation. Le voyage vers les camps ou les zones d'exil s'effectuait en train puis, parfois, en bateau (notamment pour ceux qui allaient vers la Kolyma) dans des conditions inhumaines et certains n'arrivaient à destination que moribonds ou morts. Quand le voyage n'était pas « tranquille » (pour reprendre l'expression de Nastassia Guinzbourg³ qui fut déportée à la Kolyma), c'était pire.

DIVERS RÉGIMES DE TRAVAIL

Parmi les ressortissants du Goulag, les détenus des camps connaissent la situation la plus insupportable : pour une large part (et avant tout ceux affectés aux « travaux généraux » : exploitation minière, forestière,

deux ont moins de 35 ans. Tenaillés par la faim, les détenus souffrent du scorbut, d'œdèmes, de pellagre et puis de dystrophie alimentaire (maladie de la sous-alimentation), avec comme perspective d'être réduit à l'état de « crevards », condamnés à la mort (sauf



Déportés du Goulag utilisés à la construction d'une ligne de chemin de fer. DR.

construction) dotés seulement d'outils rudimentaires, ils travaillent et vivent dans des conditions qui, au mieux, infligent à leur santé des dommages irrémédiables.

Les rations alimentaires, déjà insuffisantes, sont réduites si la norme de travail n'est pas respectée et une partie en est détournée par l'administration des camps, les gardiens et les truands. La faim est permanente, la nourriture devient une obsession et le pain, élément essentiel de la ration alimentaire, est quasi-sacralisé.

Moshe Zalcman⁴ (militant communiste juif en Pologne et en France, venu volontairement en URSS, arrêté en 1937 et condamné pour « espionnage ») raconte dans ses mémoires qu'en train de travailler à l'abattage d'arbres avec un codétenu, ils sont interpellés par des inspecteurs : « Hé ! Les vieillards, remuez-vous un peu ! », alors que tous les

dispense de travail et traitement). A cela s'ajoutent les normes de travail dont, à certaines périodes, la non-exécution peut valoir d'être fusillé, le risque d'une exécution sommaire et, en permanence, les coups des gardiens, des relais de l'administration (y compris parmi les détenus qui occupent des fonctions de responsables) et des truands. Quant au froid, Chalamov explique que dans la Kolyma, pour les détenus, il n'y avait nul besoin de thermomètre : « au-dessous de moins cinquante, un crachat gèle au vol » et on n'est pas dispensé de sortir. Enfin, le système s'acharne (et réussit largement) à bannir toute forme de solidarité entre des détenus tenaillés par la faim et la fatigue et encourage les dénonciations. Cependant, il existe d'autres formes de camps au régime de travail moins dur : ceux, notamment, où travaillent des scientifiques au service des projets

prioritaires du régime : aéronautique, mise au point de l'arme atomique, etc. Soljenitsyne a travaillé dans l'une de ces unités à proximité de Moscou. Au sein même des camps les plus durs existent des postes plus « doux » : ceux des relais de la hiérarchie (comme les responsables des brigades), ceux des employés dans les divers services administratifs du camp, dans les hôpitaux et services sanitaires ou à divers travaux dits « particuliers ». En effet, de nombreuses tâches (autres que la surveillance et l'organisation de la production, et il y eut des exceptions) sont exercées par des détenus. Echapper aux « travaux généraux » signifie augmenter ses chances de survie : on peut le faire en obtenant un autre poste ou bien en tombant gravement malade, en étant blessé ou en se mutilant (diverses stratégies existent pour faire durer les séjours à l'infirmerie). « Encore une fois, j'avais échappé à la mort » commente Evguénia Guinzbourg lorsqu'elle est retirée de l'exploitation forestière grâce à un chirurgien détenu pour devenir infirmière. Chalamov a pu lui aussi devenir infirmier, Zalzman a été tailleur...

Un autre rescapé Galitsky, qui a aussi écrit ses mémoires, devient contre-maître dans une exploitation aurifère.⁵ Soljenitsyne, pour qualifier globalement ceux qui ont échappé aux « travaux généraux » ou n'y ont jamais été contraints, utilise le terme de « planqués » : il en décrit les divers types et la hiérarchie (ils n'ont pas les mêmes responsabilités et ne bénéficient pas de conditions également favorables).⁶ Selon lui, de l'ordre de 20 % au moins des détenus des camps étaient des « planqués » et ont constitué une proportion importante des survivants, surtout parmi les « politiques » condamnés à de longues peines (les « cinquante-huit », du numéro du code pénal qui leur est appliqué). Tout en les opposant aux « trimeurs » et en en donnant une image négative, au moins pour une partie d'entre eux, il écrit : « dans la vie des camps, comme au combat, on n'a pas le temps de réfléchir : un emploi de planqué passe à votre portée, vous sautez dessus ». Chalamov – sauf erreur – ne parle pas de « planqués » et ne porte pas de jugement global ; un de ses personnages (qui est peut-être une de ses incarnations : il apparaît dans les « Récits de la Kolyma » sous divers noms) explique qu'il ne veut pas devenir chef de brigade

pour ne pas avoir à imposer sa volonté à un autre détenu comme lui.

DES FEMMES HARCELÉES

Les femmes constituent une proportion non négligeable des détenus et exilés : 20,4 % des détenus des camps et colonies (au régime réputé plus doux que celui des camps) en 1950 et 28,6 % des exilés en 1953 (en fait, parmi les exilés, la proportion des femmes adultes est proche de celle des hommes, 38,6 % car il y a 32,8 % d'enfants). Cadiot et Elie, qui fournissent ces données, ne développent pas les problèmes spécifiques des femmes au Goulag, mais ceux-ci sont évoqués dans les mémoires de ceux qui y ont séjourné.

Les détenues femmes sont séparées des hommes mais toutes les possibilités de contact sont exploitées par les hommes, surtout ceux qui détiennent une parcelle de pouvoir, pour les harceler. Parfois, il s'agit de leur pousser à accepter une « vie commune » avec comme perspective des conditions de vie plus clémentes, mais c'est souvent plus sordide et violent. Evguénia Guinzbourg explique ainsi qu'elle a été agressée dans un local où elle lavait le plancher, qu'on lui a proposé de l'argent en échange de « faveurs », que le responsable de la cantine où elle a été affectée à la plonge l'a renvoyée car elle refusait ses avances. Chalamov décrit diverses situations, dont un détenu infirmier qui fait miroiter aux femmes la possibilité de leur éviter de repartir vers un poste dur. Les méthodes des truands sont encore plus expéditives : viols, assassinats. Au-delà des détenues, toutes les femmes vivant au voisinage des camps étaient susceptibles de constituer des proies.

ABATTRE LES TROTSKYSTES

Cadiot et Elie soulignent le lien indissoluble entre stalinisme, police politique et Goulag. Le Goulag reprend une « tradition russe » : le tsarisme recourait au travail forcé et à l'exil en Sibérie. Dès décembre 1917, les bolcheviks (qui doivent faire face à la contre-révolution et à la guerre civile) créent une police politique (la Tchéka) et en 1923 est mis en place le premier camp de travail des îles Solovki, destinés aux opposants politiques et « criminels contre l'Etat ». Dans cette première époque, se mêlent objectifs de répression et de rééducation, d'où la présence de bibliothèques, des actions culturelles, etc.

A la fin des années 1920, l'internement dans les camps est étendu à tous les motifs de condamnation et, dans les années 1930, leur administration est entièrement centralisée dans une Direction générale des camps (Goulag) et transférée à la police politique, le NKVD, par ailleurs dotée du pouvoir de condamner à la mort, à la détention en camp de travail ou à l'exil.⁷ Le Goulag devient l'instrument privilégié de la terreur stalinienne, qui atteint son paroxysme en 1937-1938. Elle vise d'abord les opposants, réels ou supposés ; parmi eux, les trotskystes ou supposés tels en sont la cible privilégiée. Une des raisons de la survie de Varlam Chalamov est le fait qu'après plusieurs années de camp, il a écopé en 1943 d'une nouvelle condamnation : dans son dossier, le sigle KRTD (activité contre-révolutionnaire trotskyste) a été remplacé par un « propagande antisoviétique », aux conséquences moins meurtrières et qui lui a permis de devenir infirmier. « Le sigle à quatre lettres était la marque de la bête qu'il fallait tuer, qu'on avait ordonné d'abattre », écrit-il dans « Les récits de la Kolyma ».

Les dossiers des « trotskystes » incluent des « directives spéciales » (interdiction de correspondance, affectation obligatoire à des travaux pénibles). De façon générale, la mortalité des « politiques » est plus élevée. Les trotskystes mourront dans les camps, durant les années 1930, plusieurs grèves de la faim massives organisées pour défendre les droits des prisonniers politiques. Est évoquée dans le livre celles de 1931 à Verkhne-Ouralsk, mais il y eut aussi celle de 113 jours du 18 octobre 1936 au 8 février 1937 à Vorkouta.⁸

A la fin des années 1920, le champ de la répression s'élargit de plus en plus. Avec l'« éradication » des « koulaks » lors de la collectivisation des campagnes et les vagues suivantes jusqu'à la mort de Staline, s'illustre le fait que, selon une autre formule de Vassili Grossman dans son roman *Tout passe*⁹ : « la terreur ne s'exerçait pas à l'encontre de criminels mais d'hommes qui, selon les organes de répression, risquaient un peu plus que d'autres de le devenir ». Chalamov l'écrit aussi : « ils n'étaient ni des ennemis du pouvoir ni des criminels d'Etat et, en



mourant, ils ne savaient pas pourquoi il leur fallait mourir ». Pour sa part, son inculpation pour trotskysme en 1937 (qui entraînera son enfermement jusqu'en 1951) intervient alors qu'il n'a plus aucune activité politique (sa première condamnation à trois ans de travaux forcés en 1929 reposait, elle, sur un acte réel d'opposition : la diffusion du « testament de Lénine »¹⁰ mettant en garde contre Staline).

AU-DELÀ DES « POLITIQUES »

Sont également envoyés au Goulag les marginaux, les « asociaux », les coupables d'« indiscipline dans le travail » : il s'agit de discipliner « ceux d'en bas » et de dissuader les manifestations de mécontentement. Les « éléments socialement suspects » ou à l'origine nationale « suspecte » sont aussi susceptibles d'être déportés. Enfin, le Goulag concerne les délinquants de droit commun et, parmi ces derniers, les membres de la pègre.

Au total, les « politiques » au sens strict (c'est-à-dire les condamnés pour « contre-révolution ») sont minoritaires. Moshe Lewin chiffre à 600 000 leur nombre dans les camps et prisons à la mort de Staline. En dépit de l'arbitraire des motifs de condamnation et de l'incertitude des sources, ce chiffre (qui a été plus élevé dans le passé) peut être rapproché des quelques 2,5 millions de personnes qui (selon les données citées par Cadiot et Elie) constitueraient la population totale des camps à ce moment.

La sortie du Goulag est largement arbitraire. Les individus (surtout les « politiques ») en fin de peine peuvent écopier d'une nouvelle condamnation sous un prétexte quelconque. Mais de nombreuses sorties interviennent aussi : libérations (parfois anticipées pour les mourants), amnisties, incorporations dans l'armée pendant la guerre. Entre 20 et 40 % des effectifs sont libérés chaque année entre 1934 et 1953, selon les chiffres cités par Cadiot et Elie. Mais la libération ne signifie pas la liberté de quitter la zone de détention ou d'exil et la condamnation reste inscrite sur le passeport intérieur. La mort de Staline marque un tournant : une amnistie libère la moitié de la population des camps (elle englobe des politiques mais

ses modalités – elle concerne les peines courtes – profitent surtout aux droits communs, soulignent Chalamov et Soljenitsyne), des réformes interviennent. Le système perdure mais se rétrécit progressivement et disparaîtra dans les années 1960 (ce qui ne signifiera pas la disparition de l'arbitraire policier).

Chalamov consacre de longs développements aux truands, qu'il distingue de la masse des droits communs. Les membres de la pègre sont hiérarchisés, organisés et n'hésitent pas à racketter, brutaliser, voire tuer les autres détenus. Ils échappent souvent aux travaux pénibles, voire ne travaillent pas du tout. Il existe une tolérance plus grande à leur égard car, dans la démonologie stalinienne, les droits communs sont considérés comme moins coupables et moins dangereux que les politiques : « *il est symptomatique que seule une catégorie ait pu jouir dans ce système d'un semblant de protection juridique : celle des criminels endurcis* », note Moshe Lewin.¹¹ Par ailleurs, les truands ont les moyens de faire pression et de corrompre ceux chargés de superviser le travail ou qui peuvent leur octroyer des passe-droits (en premier lieu les médecins et infirmiers, ainsi que les cuisiniers). Chalamov explique aussi qu'en 1937-1938, les truands ont été incités à contribuer à la liquidation des trotskystes. Un document de l'administration du Goulag de 1953 décrit l'impunité de ces bandes : les directions des camps ne tentent de les démanteler que quand elles passent du contrôle sur les détenus à des formes d'action susceptibles notamment de mettre en danger la production.¹²

UN EMPIRE INDUSTRIEL

Mais le Goulag n'a pas pour seule logique la répression : Cadiot et Elie rappellent qu'il est à la fois un « *instrument de terreur et d'expansion industrielle* ». La fonctionnalité du Goulag dans le modèle de croissance économique stalinien, extensif et hyper-volontariste, est largement développée dans leur ouvrage.¹³ Le travail forcé, l'exil sont dans ce modèle nécessaires pour peupler et exploiter certaines régions éloignées du Grand Nord ou de la Sibérie et en extraire les ressources naturelles : or (dans la Kolyma), charbon, nickel, houille, pétrole, bois. Les détenus sont également utilisés dans de grands travaux, comme la construction de voies ferrées, de canaux. Certains

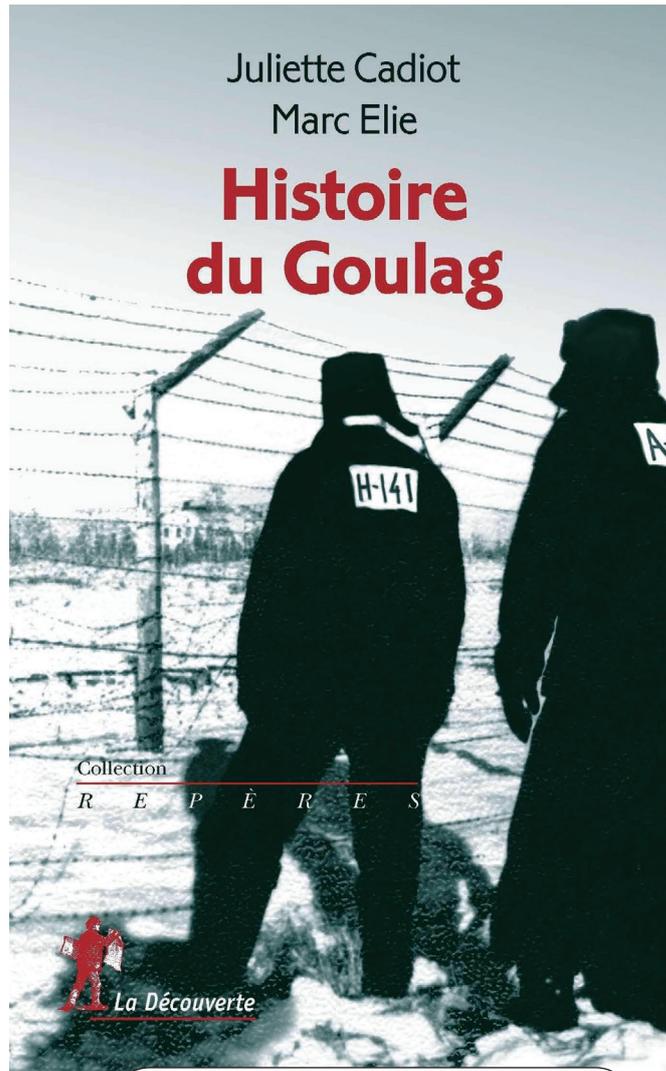
sont loués à des entreprises ou des chantiers pour pallier la pénurie d'ouvriers libres (rebutés par les conditions de vie et de travail). A son apogée (le début des années 1950 avant la mort de Staline), détenus et exilés représentaient 3,5 % de la population soviétique totale et entre un cinquième et un quart de la main-d'œuvre industrielle. Comme cela a déjà été évoqué ci-dessus, des camps-prisons spéciaux ont été mis au service de projets industriels et scientifiques prioritaires : au début, selon Cadiot et Elie, la moitié des cadres scientifiques et techniques employés à mettre au point la bombe A étaient des détenus.

Intégrés dans l'économie soviétique, les camps en partagent les maux et notamment les gaspillages et le maquillage des indicateurs de résultats. Le respect du plan est prioritaire, les conditions de vie et de travail des détenus y sont subordonnées. Mais leur dégradation pèse aussi sur l'efficacité économique : Moshe Lewin cite un rapport de Béria de 1940 dans lequel celui-ci (qui ne peut être soupçonné de bienveillance) souligne que la main-d'œuvre des camps (qui sont une de ses responsabilités) ne peut être utilisée à plein du fait d'une alimentation insuffisante et du manque de vêtements adéquats aux conditions climatiques. Autre indication de l'inefficacité des camps, selon un rapport officiel, le coût moyen d'un détenu dans la construction est en 1950 supérieur au salaire moyen d'un ouvrier libre. Mais, soulignent Cadiot et Elie, cette comparaison ne remet pas en cause la logique du travail forcé car amener des travailleurs « normaux » à accepter d'aller dans ces régions et à y rester aurait supposé la réalisation d'infrastructures (logements, écoles, services de santé, etc.) très coûteuses. Toutefois, après la guerre, parmi les gestionnaires des camps et dans certains secteurs gouvernementaux se répand discrètement la conscience de l'irrationalité économique de l'empire industriel de la police politique : les camps coûtent davantage à l'État qu'ils n'apportent de bénéfices. Les causes en sont multiples, notamment les grands chantiers inutiles et la faible productivité du travail forcé. Pour redresser la rentabilité du Goulag, des mesures sont donc prises pour motiver les détenus : retour aux rations alimentaires d'avant-guerre, versement d'un salaire, calcul des journées travaillées permettant aux

plus productifs de raccourcir leur peine. Mais les contraintes sécuritaires (ainsi l'obligation d'une garde armée dans leurs déplacements, le refus de leur laisser manipuler certains matériels) diminuent la productivité et entraînent des coûts. Comme l'écrivent Cadiot et Elie, « la direction du Goulag se mit à préférer les serfs aux esclaves » ; il s'ensuit des libérations de détenus contraints pour un temps à rester au travail pour un salaire inférieur à celui des travailleurs « normaux ».

LE DÉMANTÈLEMENT DU GOULAG

Tant que Staline est vivant, il est impossible d'aller plus loin et de remettre en cause l'empire industriel de la police politique. Dès 1953, libérations et réformes commencent et en une dizaine d'années, le Goulag perd sa place centrale dans le système. De grands chantiers furent réduits ou annulés, comme celui d'une voie ferrée de 1500 km le long du cercle polaire qui avait mobilisé plus de 80 000 travailleurs. Trois révoltes de prisonniers interviennent en 1953 et 1954 et sont impitoyablement réprimées par l'armée et les chars. Mais, dans les années qui suivent, progressivement, l'arbitraire de l'administration pénitentiaire est plus contrôlé. Le retour des libérés se fit souvent de manière difficile, même pour les réhabilités. Le nombre total des détenus diminue tout au long des années 1950 et la composition de la population carcérale se modifie : la place des « politiques » devient marginale. Jusqu'à la fin de l'URSS, le travail des détenus reste utilisé dans certains secteurs et chantiers où il y a un manque d'ouvriers libres. La répression politique, notamment contre les dissidents, continue mais à une échelle considérablement moindre (selon Moshe Lewin, 8124 procès pour « manifestations antisoviétiques » ont été intentés entre 1957 et 1985). La police politique n'a plus le droit de procéder elle-même à des condamnations et les accusés ne risquent plus la peine de mort, mais les conditions de détention



Juliette Cadiot, Marc Elie, « Histoire du Goulag », La Découverte, 2017, 128 pages, 10 euros.

sont dures, que ce soit dans les « colonies de haute sécurité » (suivant la nouvelle appellation) ou dans les unités psychiatriques (qui sont aussi désormais un instrument de lutte contre la dissidence). Par ailleurs, des milliers de personnes, sans être arrêtées, sont convoquées chaque année par le KGB à titre préventif. Le livre de Cadiot et d'Elie est fort utile. Leur travail scientifique, condensé en peu de pages, repose sur l'exploitation de nombreux documents et données. Le rapprocher de textes d'internés (comme Chalamov) ou de chercheurs (comme Moshe Lewin) a visé seulement à illustrer leurs développements. Le point essentiel, à notre avis, est qu'est clairement établi, pour ceux qui en douteraient encore, que les camps n'ont pas été une protubérance hideuse sur la réalité de l'URSS stalinienne mais étaient fonctionnels au stalinisme, tant en matière de répression que de modèle économique.

Les auteurs ne cèdent pas à des raccourcis qui les amèneraient, par exemple, à soutenir qu'Octobre débouchait inéluctablement sur les camps. Ils ne traitent pas, ce n'est pas leur objet, des similitudes et différences entre camps nazis et staliniens. Pour qui se refuse à assimiler socialisme et stalinisme, examiner la hideur des camps, en faire un bilan sans concession¹⁴ est une nécessité. Dans cet esprit, on peut, en hésitant toutefois devant le risque de solliciter une déclaration ancienne (1976), citer Primo Levi (qui, lui, avait vécu Auschwitz) : « il est possible, facile même, d'imaginer un socialisme sans camps (...) Un nazisme sans Lager n'est pas concevable ».¹⁵ □

1 Varlam Chalamov, dont la vie et les dix ans dans les camps de la Kolyma en Sibérie orientale sont évoqués dans la suite de ce texte, est notamment l'auteur du monumental « Récits de la Kolyma » (Verdier, 2003) dont des extraits ont été publiés en poche (Verdier/poche, 2013).

2 Moshe Lewin, « Le siècle soviétique », Fayard-Le Monde diplomatique, 2003.

3 Evguénia S. Guinzbourg, « Le vertige », tome 1, Points Seuil, 1998, page 362.

4 Moshé Zalcmán, « Histoire véridique de Moshé, ouvrier juif et communiste au temps de Staline », Encres-Recherches, 1977.

5 « Goulag : le dernier survivant de la Kolyma », L'Express, 30/06/2012, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/europe/goulag-le-dernier-survivant-de-la-kolyma_1132072.html

6 Alexandre Soljenitsyne, « L'archipel du goulag ». Une version abrégée a été publiée en 2014 aux Points Seuil.

7 A partir de juin 1937, le recours à la torture est officiellement permis aux interrogateurs qui devaient jusque là se « limiter » à des méthodes moins expéditives telles que la privation de sommeil.

8 Jean-Jacques Marie, « Le fils oublié de Trotsky » (Le fils de Trotsky, Serge Sedov, participa à cette grève), Seuil, 2012.

9 Vassili Grossman, dans son roman « Tout passe », récit du retour d'un prisonnier libéré en 1954, Le livre de poche, 1993.

10 <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1923/12/vil19231225.htm>

11 Moshe Lewin, « La formation du système soviétique », Tel Gallimard, 2013.

12 Circulaire de la direction du Goulag citée dans la thèse de Marc Elie « Les anciens détenus du Goulag : libérations massives, réinsertion et réhabilitation dans l'URSS poststalinienne, 1953-1964 », <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00593664/document>

13 La fonction économique du Goulag avait été soulignée par David Rousset lors du procès qui, en 1950, l'opposa aux « Lettres françaises », journal lié au PCF qui l'avait traité de « faussaire » pour avoir affirmé l'existence de camps en URSS : « l'ensemble des camps de travail correctif et l'ensemble des entreprises économiques qui leur sont rattachées, sont intégrés dans le plan quinquennal et constituent un chapitre particulier de ce plan ». <https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article40471>

14 Sur le combat de David Rousset et le débat en France sur l'existence même des camps en URSS, voir <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article40593> et les liens qui y figurent.

15 Primo Levi, « Si c'est un homme », appendice, Pocket, 1988.

Trump à l'ONU: demain l'apocalypse?

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS



DR.

Attaques et menaces renouvelées contre le Venezuela mais aussi contre Cuba, contre l'Iran, et avant tout contre la Corée du Nord que les Etats-Unis seraient prêts à «détruire totalement»... La brutalité belliciste de Trump, lors de son discours du 19 septembre devant l'assemblée générale de l'ONU, a saisi le monde d'effroi – et il y a de quoi avoir peur. Loin d'un repli isolationniste, la politique de «l'Amérique d'abord», tentative de redéploiement et reconquête de ses marchés par la première puissance impérialiste, aggrave toutes les tensions internationales, au point de faire aujourd'hui ressurgir le spectre d'une conflagration nucléaire. D'autant que la dictature – et dynastie – policière des Kim ne montre aucun signe de fléchissement: les dirigeants nord-coréens savent que s'ils reculent, c'est un sort comparable à celui de Saddam Hussein et de Kadhafi qui pourrait, à terme, leur être réservé. Leur bombe et leurs missiles sont leur assurance-vie.

Une grande question est de savoir ce qui, dans le discours trumpien, relève des incontinences verbales dont l'occupant de la Maison-Blanche est familier, et ce qui traduit une véritable «rationalité» impérialiste. Le fait que soient ciblés des Etats de trois régions déterminées qui, pour une raison ou une autre, ne se plient pas aux diktats de Washington, répond sans aucun doute à une logique. L'Amérique latine, c'est la traditionnelle «ar-

rière-cour» où les capitaux chinois, russes, européens et autres sont venus faire aux multinationales US une concurrence de plus en plus déplacée. L'Asie du sud-est, le lieu où se rencontrent directement les deux principales puissances, celle qui émerge et celle qui lutte pour freiner son déclin. Et point besoin d'épiloguer sur le Moyen-Orient, où l'Iran des mollahs reste considéré comme la principale menace, notamment envers l'allié historique et stratégique qu'est l'Etat d'Israël. Il reste que les déclarations tonitruantes ne se traduisent pas nécessairement par des actes équivalents.

Ainsi, à ce jour, les Etats-Unis n'ont pas dénoncé l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien – même si Trump a annoncé à ce sujet «avoir pris une décision» (dont on ignore la teneur). De même n'ont-ils pas fermé leur ambassade à Cuba (rouverte sous Obama en juillet 2015) et continuent-ils d'acheter une grande part de la production pétrolière vénézuélienne. Face à la Corée du Nord, en même temps que la pression militaire s'intensifie («douze scénarios militaires» seraient étudiés par les Etats-Unis...), des efforts diplomatiques se poursuivent. Peu après la saillie présidentielle à l'ONU, le secrétaire d'Etat (ministre des affaires étrangères) Rex Tillerson a affirmé, à l'issue d'une visite en Chine où il a été reçu par le président Xi Jinping, que «nous ne sommes pas dans le noir complet, nous avons deux

ou trois canaux [de communication] ouverts avec Pyongyang (...) Nous pouvons leur parler, nous leur parlons (...) Nous sondons [le régime de Kim Jong-Un], donc restez attentifs».

A quoi Trump a néanmoins répondu (par tweet comme à son habitude) que c'était une «perte de temps»: «j'ai dit à Rex Tillerson, notre magnifique secrétaire d'Etat, qu'il perdait son temps en tentant de négocier avec le petit homme-fusée». Tillerson, ancien PDG d'Exxon Mobil, ami personnel de Poutine, s'était déjà démarqué de Trump après ses déclarations scandaleuses consécutives à l'assassinat néonazi de Charlottesville («le président parle pour lui-même (...) j'ai fait mes propres commentaires dans un discours au département d'Etat (...) Nous exprimons les valeurs américaines depuis le département d'Etat (...) La haine n'est pas une valeur américaine»). Qui dirige vraiment, qui donne le «la» de la politique extérieure US? L'homme le plus puissant au monde est-il d'une certaine façon sous contrôle ou surveillance? Bien malin qui pourrait répondre...

Quoi qu'il en soit, la nécessité d'un mouvement de masse contre la militarisation croissante et pour le désarmement nucléaire devient pressante. Ici, il s'agira de cibler aussi Macron et son gouvernement qui, tout «multilatéralistes» qu'ils soient, participent pleinement de cette course vers l'abîme. □